



PROMOTION *GÉNÉRAL GALLOIS*  
*2016 -2017*

Le poids des phénomènes ethniques et claniques dans  
la géopolitique de la bande sahélo-saharienne

Commandant Manuel GEA



Sous la direction de :

M. Pascal CHAIGNEAU, professeur des Universités  
Général Hubert BONNEAU, commandant le groupe  
d'intervention de la gendarmerie nationale

## Résumé

L'espace sahélien est confronté à une multitude de défis tels que l'instabilité politique et démographique, l'extrémisme religieux, le terrorisme et la criminalité organisée, auxquels s'ajoute la convoitise des puissances étrangères. La crise actuelle dépasse largement la sous-région et a des répercussions sur l'Afrique et l'Europe.

Quelle est la part du chaos libyen dans la déstabilisation du Sahel ? Quelles sont les revendications des Touaregs au Mali et au Niger ? Quel est le lien entre les djihadistes, le pouvoir et les trafics ? Qu'ont fait les acteurs extérieurs pour prévenir de potentiels conflits ?

Autant de questions auxquelles s'efforce de répondre ce mémoire dans le but d'apporter un éclairage sur la complexité de la bande sahélo-saharienne, en particulier au sein des pays G5<sup>1</sup>. Dans ce contexte, la multiplicité des groupes ethniques, leur assise transfrontalière et l'éloignement des pouvoirs centraux sont des facteurs majeurs de vulnérabilité. Depuis les indépendances dans les années 60, les gouvernements successifs ne sont pas parvenus à les intégrer à la communauté nationale, préalable indispensable à l'instauration d'une identité commune. A l'inverse, face à l'incapacité des gouvernants à répondre au besoin de stabilité et de respect des cultures, des mouvements touaregs hétéroclites d'obédience laïque ou religieuse ont vu le jour, en particulier au Mali. S'ils se revendiquent comme les défenseurs des intérêts des populations locales, la réalité est qu'ils servent également des caciques locaux dans leur quête d'influence et qu'ils alimentent les trafics, de concert avec les narco-djihadistes. En effet, la faiblesse du pouvoir a également permis l'installation du terrorisme, hydre aux ramifications régionales et internationales.

Cette situation est également complexifiée par le jeu d'influence des tenants du *hard* et du *soft power*, la France et les États-Unis, et la présence de nouveaux acteurs, tels que la Chine, l'Arabie Saoudite ou la Russie. D'autres, comme l'Algérie, se rêvent en acteur régional de premier plan. Si l'opération Serval au Mali peut être qualifiée de succès, la désagrégation de la Libye vient s'ajouter aux nombreux facteurs de déstabilisation de la bande sahélo-saharienne, dont les

---

1- Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad.

germes avaient déjà été semés par le colonel Kadhafi.

La crise actuelle revêt donc plusieurs dimensions, elle est essentiellement liée à la faiblesse des États de la région et aggravée par la mise au banc de groupes ethniques de la société civile. Pour autant, des solutions sont possibles à condition que les dirigeants locaux s'attachent à l'instauration d'un projet sociétal commun.

## Abstract

The Sahel area must face a host of challenges, such as political and demographic instability, religious extremism, terrorism, organized crime and the covetousness of foreign powers. The present crisis goes well beyond the sub-region and has consequences in Africa and in Europe.

Does the Libyan chaos explain the current destabilization in Sahel? What are the claims of the Tuareg in Mali and Niger? What is their link with the jihadists, power and trafficking? What have external actors done to prevent conflicts?

As many questions this essay tries to answer in order to shed light on the complexity of the Sahel-Saharan strip, especially the G5 countries<sup>2</sup>. In these circumstances, the diversity of ethnic groups, their cross-border base and the remoteness of central power are major factors of vulnerability. Since these countries became independent in the 60's, their successive governments have not managed to integrate them into the national community, which is essential to the construction of a common identity. On the contrary, facing the inability of governors to answer their need for stability and respect for their cultures, heterogeneous Tuareg movements of secular or religious background have been launched, especially in Mali. They are supposed to defend the interests of populations but the reality is totally different. They also serve local bigwigs in their quest for influence and they feed trafficking, together with narco-jihadists. Indeed, the weakness of power has also enabled the settlement of terrorism, a hydra with regional and international ramifications.

This very complex situation is also influenced by the holders of hard and soft powers, France and the United States of America, and the stepping in of new actors, such as China, Saudi Arabia and Russia. In the meantime, others, like Algeria, dream of a high profile regional role. The Serval and following operations in Mali have with no doubt been a success, but the disintegration of Libya is a new destabilization factor among the numerous existing in this area. In fact, the seeds of instability had already been planted by colonel Kadhafi's policies.

---

2- Burkina Faso, Mali, Mauritania, Niger and Chad.

As a consequence, the current crisis in the Sahel-Saharan strip covers many dimensions but is mainly a consequence of the weakness of the regional States. It is aggravated by the sidelining of ethnic groups from the civil society. Nonetheless, solutions are possible if local leaders focus on building of an inclusive society project.

## ACRONYMES

AAH : Ansar Al-Haq

AAS : Ansar Al-Sharia

ADC : Alliance démocratique du 23 mai pour la changement

AE : Ansar Eddine

AFRICOM : Africa command

AQMI : Al-Qaïda au Maghreb islamique

ATT : Amadou Amani Touré

BET : Borkou-Ennedi-Tibesti

BSS : Bande sahélo-saharienne

CCFAN : Conseil de commandement des forces armées du Nord

CEDEAO : Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest

CMA : Coordination des mouvements de l'Azawad

CMFPR : Coordination des mouvements et front patriotique de résistance

CNL : Congrès national libyen

CPA : Coalition du peuple pour l'Azawad

EI : État islamique

FAN : Forces armées du nord

FAO : Food and agriculture organization

FROLINAT : Front de libération nationale du Tchad

GATIA : Groupe armé d'autodéfense Imghad et alliés

GICL : Groupe islamique combattant libyen

CNG : Congrès national libyen

GSPC : Groupe salafiste pour la prédication et le combat

HCUA : Haut conseil pour l'unité de l'Azawad

HCRNU : Haut commissariat aux réfugiés des Nations Unies

MAA : Mouvement arabe de l'Azawad

MIA : Mouvement islamique de l'Azawad

MINUSMA : Mission des Nations Unies pour le Mali

MNJ : Mouvement nigérien pour la justice

MNLA : Mouvement national de libération de l'Azawad  
MNA : Mouvement national de l'Azawad  
MTT : Mobile training team  
MUJAO : Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest  
O CRS : Organisation commune des régions sahariennes  
OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique-Nord  
PSI : Pan Sahel initiative  
RSS : Réforme des systèmes de sécurité  
SOCAFRICA : Special operations command Africa  
TES : Tribal engagement strategy  
TET : Tribal engagement teams  
TSCTP : Trans saharan counter terrorism partnership  
TSF : Tribal security force  
TSGP : Trans saharan gas pipeline  
UE : Union européenne

## Sommaire

### **Introduction :**

1- Définition du sujet	9
2- Objet de l'étude, état de la question, méthode employée	11
3- Problématique	12

### **I- Les phénomènes ethniques et claniques :** **13**

11- Les principaux groupes ethniques	13
12- Le paysage ethnique des pays étudiés	20
13- La religion	24
14- Enseignements	24

### **II- Leur impact géopolitique :** **26**

21- Rappels historiques	26
22- La question démographique	27
23- Les acteurs locaux	28
231- Les mouvements touaregs	29
232- Les groupes terroristes	34
233- La dimension narco-djihadiste des organisations	38
234- <u>Le système ATT</u> : exemple patent de collusion	39
24- Le jeu des puissances étrangères et des nouveaux protagonistes	41

### **III- Les conséquences du chaos libyen :** **47**

31- Rappels historiques	48
32- Les jeux de pouvoir du Guide (murshid)	49
33- Les conséquences du chaos libyen	50
331- Les divisions internes	51
332- La lutte pour le contrôle des ressources	53
333- La menace djihadiste régionale	55
334- L'explosion des trafics	57

### **Conclusion : peut-on envisager des solutions ?** **61**

### **Références bibliographiques** **62**

« Une personne n'existe en tant que telle qu'au travers des autres, jamais vous ne pourrez profiter seul de votre prospérité. »

Principe de l'Ubuntu

## **Introduction :**

### **1- Définition du sujet :**

- Ethnique (Larousse) : [adjectif] relatif à l'ethnie, groupement humain qui possède une structure familiale, économique et sociale homogène et dont l'unité repose sur une communauté de langue, de culture et de conscience de groupe.
- Clanique (Larousse) : [adjectif] de clan, groupes de personnes ayant entre-elles un lien de parenté, soit du point de vue du père, soit du point de vue de la mère.
- Phénomène (Larousse) : a- Fait naturel constaté, susceptible d'étude scientifique et pouvant devenir un sujet d'expérience. b- Fait observé, en particulier dans son déroulement ou comme manifestation de quelque chose d'autre.
- Bande sahélo-saharienne (encyclopédie Larousse) :  
Le Sahel (de l'arabe *Sahil* signifiant rivage) désigne une bande de l'Afrique marquant la transition, à la fois floristique et climatique, entre le domaine saharien au nord et les savanes du domaine soudanien (à ne pas confondre avec le pays du même nom) au sud. D'ouest en est, il s'étend de l'Atlantique à la mer Rouge. La définition de la zone couverte est variable selon les auteurs.

## LA RÉGION DU SAHEL COMPREND 10 PAYS QUI DIFFÈRENT SUR LE PLAN DÉMOGRAPHIQUE.



- La ceinture sahélienne recouvre, entièrement ou en partie, les pays suivants :
- Algérie ; Sénégal ; Mauritanie ; Mali ; Burkina-Faso ; Niger ; Nigeria ; Tchad ; Soudan ; Cap-Vert.
- On y ajoute parfois la Corne de l'Afrique : Djibouti, Éthiopie ; Érythrée ; Somalie.
- Sa superficie est double de celle de l'Inde (7327 mille km<sup>2</sup>), sa densité moyenne est de 11 habitants au km<sup>2</sup>. D'importants éléments fluvio-lacustres se trouvent au cœur même du Sahel ou le traversent : les grands fleuves (Sénégal, Niger, Logone-Chari, Nil Blanc, Nil Bleu) et les grands lacs (Tchad et Turkana).

- Géopolitique :
  - 1- Science humaine qui se propose d'étudier les implications politiques de la géographie<sup>3</sup>.
  - 2- Larousse : étude des rapports entre la géographie des États et leur politique.
- Zone géographique ciblée : pour des raisons de temps et de complexité, cette étude se limitera aux pays du G5 (Burkina-Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) et à la Libye.

## **2- Objet de l'étude :**

Compte tenu de son caractère limité dans le temps et l'espace, ce travail n'a ni la vocation ni la prétention d'être exhaustif. Il s'agit de proposer un outil synthétique permettant de mieux appréhender les facteurs de déstabilisation à l'œuvre dans cette région. Son objet consiste à identifier les phénomènes ethniques et claniques de la bande sahélo-saharienne (BSS) et d'en déduire l'impact géopolitique. Sa vocation est par conséquent transverse. Aussi, il porte à la fois sur l'histoire, la démographie, la religion, les acteurs internes et externes (mouvements divers, groupes terroristes, puissances étrangères), les trafics et les réseaux mafieux. Il doit ensuite montrer dans quelle mesure les interrelations entre les différents phénomènes sont un facteur de déstabilisation.

### **- État de la question : présentation critique de ce qui a été fait ? A partir de cet état, quel sera votre apport ?**

Les productions ne manquent pas sur ce sujet, qu'ils s'agisse d'articles ou d'ouvrages. En revanche, hormis la thèse de Pierre-Marie FAIVRE<sup>4</sup>, je n'ai trouvé aucun essai, article ou livre, qui propose une vision à la fois ethnique et géopolitique, c'est-à-dire un aperçu global des entrelacements entre géographie, pouvoir, sécurité et populations.

3- Olivier KEMPF, *Géopolitique de la France : entre déclin et renaissance*, Essai (broché), décembre 2012

4- Pierre-Marie FAIVRE, *Le traitement des questions de sécurité dans la région sahélo-saharienne*, thèse de doctorat présentée le 06 janvier 2015, sous la direction du professeur Pascal CHAIGNEAU, École doctorale de sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion.

**- Méthode employée : présentation de votre corpus, comment avez-vous fait pour exploiter ce corpus ? Quels choix avez-vous faits ?**

Dans un premier temps, j'ai procédé à la lecture d'articles afin d'avoir une vision exhaustive des différents aspects géopolitiques à traiter. Pour mieux comprendre la situation, il m'a semblé important d'élargir l'étude au-delà de la zone sahélo-saharienne, notamment lorsqu'il s'agit des groupes ethniques, en raison de leur éparpillement.

**- Difficultés rencontrées : accès aux sources ? Problèmes de temps ? Certains aspects de la question non étudiés ?**

En proposant ce sujet, j'ai répondu à un souhait personnel de mieux comprendre cette région. Néanmoins, la question est si vaste et complexe qu'il est impossible de l'étudier si brièvement de façon exhaustive. Par ailleurs, les effets des phénomènes ethniques sur la stabilité du Sahel sont permanents. Ce travail mériterait donc d'être poursuivi. Le principal écueil serait de s'atteler de manière excessive à une approche descriptive. Le Professeur Pascal Chaigneau m'en a rapidement dissuadé.

**3- Problématique :**

Région immense et d'une grande variété ethnique, la bande sahélo-saharienne est confrontée à une instabilité chronique résultant de phénomènes anciens et ancrés. Leur impact sur la sécurité des Européens et des Français est indiscutable, si bien que leur compréhension est fondamentale pour mieux en appréhender les implications et envisager des solutions.

Après avoir exploré le paysage ethnique de la zone (I), l'étude examinera comment les facteurs géographiques, les acteurs locaux et les puissances étrangères contribuent à déstabiliser cette région aux équilibres précaires (II). Compte tenu des enjeux actuels, une attention particulière sera accordée à la situation au Mali et à l'impact de la crise libyenne (III). Des pistes d'amélioration tirées des expériences passées, notamment en Afghanistan, seront esquissées dans la conclusion.

## **I- Les phénomènes ethniques et claniques :**

« Autant vous les Tamasheq (Touaregs), vous vous sentez lésés dans le cadre du développement, autant nous, nous nous sentons discriminés en votre faveur. On se plaint du fait que l'État nous a oubliés, ou n'investit pas chez nous. Mais le peu qui a pu être fait en 50 ans a été détruit par la rébellion en un seul jour ».

Un maire peul du cercle d'Ansongo

« Entre les chefs de fractions nomades, il y a toujours de la division. C'est la politique du gouvernement malien, on donne l'argent à certains pour détruire les autres. »

Un chef touareg du Gourma

## **11- Les principaux groupes ethniques :**

Le Sahel se caractérise par la faible densité de son peuplement rapportée à sa superficie, elle est trois fois inférieure à celle de l'Afrique. Une grande variété d'ethnies y cohabitent, à cheval sur différents pays. Elles en font des espaces difficiles à administrer. Il ne s'agit pas ici d'en dresser un inventaire complet mais d'en distinguer les principales, la plupart du temps divisées en sous-groupes.

### **Les ethnies du nord :**

Les Berbères, les Maures et les Touaregs sont des populations présentes dans la zone avant l'arrivée des Arabes et converties progressivement, de gré ou de force, à l'islam.



- Arabes : les populations arabes se considèrent comme les descendantes des conquérants du même nom venus de la péninsule arabe au VIIIème siècle. Elles ont fait l'objet de métissages (Arabo-berbères, Maures, Touaregs), si bien qu'il n'existe pas d'ethnie arabe à proprement parler même si certains groupes s'attribuent ce qualificatif.

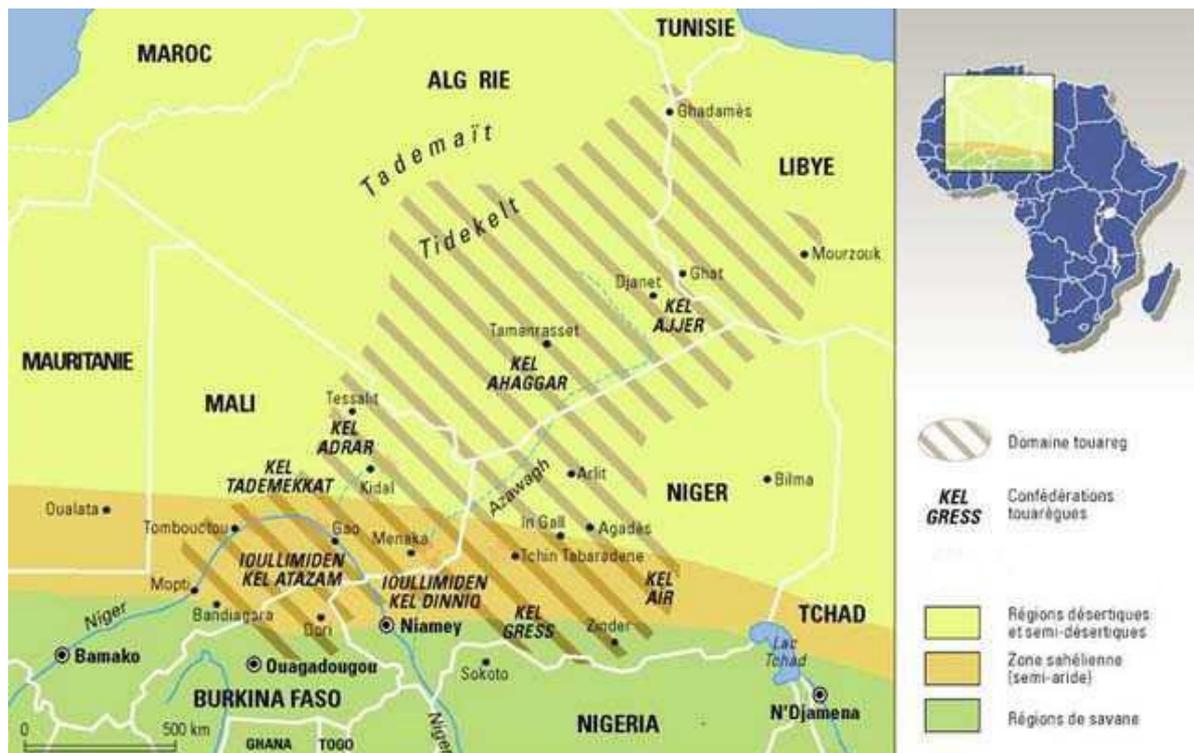
- Arabo-berbères : ce sont les peuples autochtones islamisés issus du métissage des Arabes avec des populations berbères locales (dénommées *Amazighen* pluriel de *Amazigh*), en particulier au Maghreb. Cette hybridation s'est opérée à des degrés très divers suivant les régions, certaines populations berbères rejettent toute forme d'arabité.

- Maures :

Dans son acception moderne, Maures (ou *Mauri*) est le nom donné aux populations arabo-berbères métissées vivant au Sahara et dans les territoires méridionaux, et côtoyant les populations noires. Jusqu'au début du XIXème siècle, ce vocable était utilisé par les géographes occidentaux pour désigner les Arabo-berbères nord-africains, spécialement ceux des villes, pour les différencier des arabophones et des berbérophones.

Présents au sud du Maroc, en Mauritanie et au Sénégal, il ont une langue commune, la *hassaniya*. Quelques tribus la parlent encore en Mauritanie méridionale et au Sénégal, notamment les Zénagas<sup>5</sup>. La société maure est fondée sur la tribu (*qabyla* en arabe). Cette organisation sous la forme de castes est ouverte aux affiliations extérieures par mariage<sup>6</sup>.

- Touaregs<sup>7</sup> :



**Source : Le monde diplomatique, avril 1995**

Ils seraient entre 1,5 et 3,5 millions d'après les chiffres officiels, essentiellement au Mali et au Niger. Ils représentent 30% de la population au Nord-Mali et jusqu'à 90% dans l'Adrar des Iforas (nom de la principale tribu touareg). Néanmoins, les chiffres officiels manquent de précision.

Les Touaregs, peuple berbérophone, ont une même écriture et parlent une même langue, le Tamashek. Ils s'appellent ainsi les Kel-Tamashek, ceux qui parlent le

5- Historiquement berbérophones, l'arabisation engagée depuis des siècles en a fait de purs arabophones.

6- Les différentes castes sont les guerriers (*hassân*), les religieux (*zawâya*) et les tributaires (*znâga*).

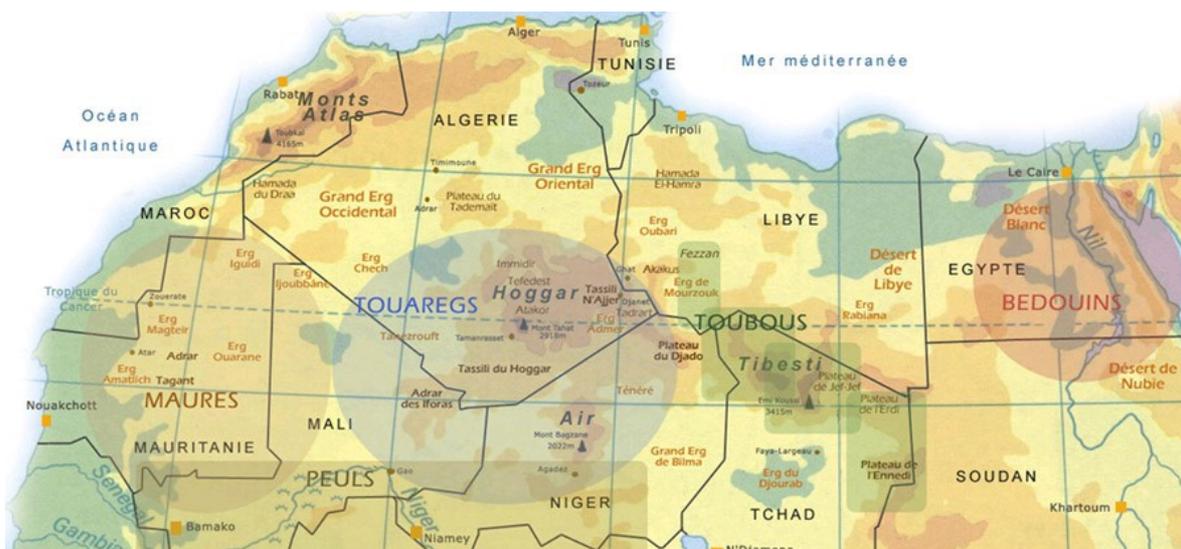
7- L'exploit guerrier est consubstantiel au peuple touareg et obéit à des règles précises : l'*aqqa* ou contre-coup, consiste à affronter un adversaire égal. Le *tewet* est une attaque par surprise et rapide contre un autre tribu. Le *terkebt* est déclenché en cas de non respect des règles de vassalité ou de domination d'un territoire (non paiement de l'impôt). L'*akafal* ou rezzou est un pillage sans règle ou mesure dirigé contre l'extérieur du monde touareg.

Tamashek. Les experts se divisent sur l'existence d'une communauté nationale touarègue. Durant la période coloniale, leur refus de toute scolarisation par crainte d'assimilation a engendré des taux d'analphabétisme bien plus élevés que chez les autres ethnies, véritable frein à l'intégration sociale.

Les médias ont tendance à les présenter comme une entité politique homogène résultant de leur endogamie. En réalité, l'arrivée des différents groupes au Sahara et au Sahel s'échelonne dans le temps et l'espace, poussés par les conquêtes romaines ou arabes. Ainsi, chaque composante touarègue revêt ses propres caractéristiques, ses intérêts spécifiques et ses modes d'identification particuliers.

### - Les ethnies du sud ou négro-africaines :

#### - Les Toubous :

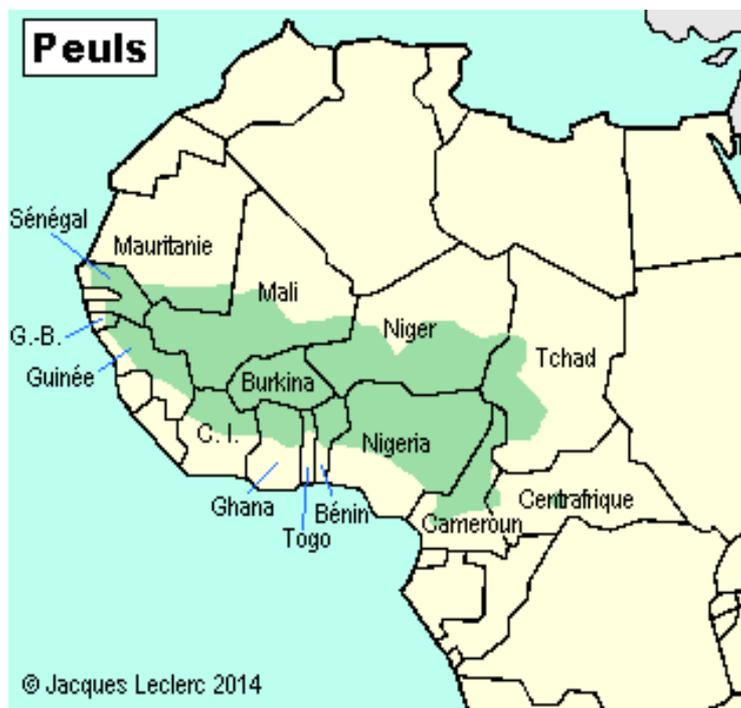


**Source : site internet Les peuples du Sahara, avril 2015**

Les Toubous vivent dans le massif du Tibesti, dans les régions du Borkou, de l'Ennedi et du Tibesti au nord du Tchad, ainsi que dans l'est de la république du Niger. Ils sont également présents dans les oasis du sud de la Libye. Ils occupent ainsi une immense région de 1300000 km<sup>2</sup>. Ils avoisineraient les 200000 individus répartis dans une cinquantaine de clans. Leur irrédentisme est le fruit de l'instrumentalisation dont ils ont souvent fait l'objet, notamment par le régime du colonel Kadhafi.

Pour une minorité des Toubous, les troupeaux sont le seul moyen de subsistance, la grande majorité exploite la terre dans les oasis suffisamment dotées en ressources hydriques. Ils pratiquent un islam traditionaliste, mêlé à la loi coutumière *teda*, très différente de la charia.

– Les Peuls :



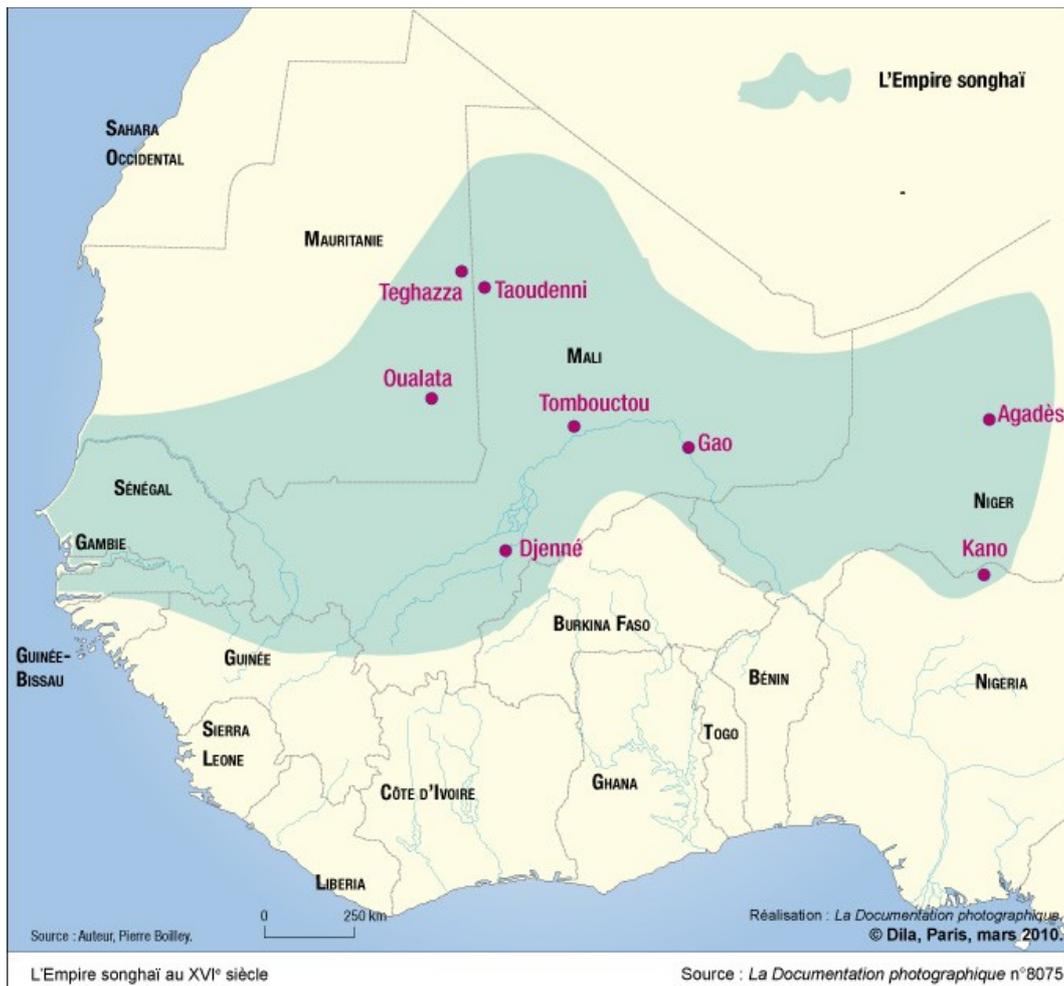
Majoritairement musulmans, les Peuls sont traditionnellement des pasteurs présents dans une quinzaine de pays d'Afrique de l'Ouest, mais également au Tchad, en République centrafricaine et au Soudan. Ils constituent une minorité dans tous les pays où ils habitent. Au Mali, il s'agit de la deuxième ethnie après les Bambaras.

Originaires de haute Égypte, ils ont émigré par vagues successives dans la bande sahélo-saharienne, vers le V<sup>ème</sup> siècle avant l'ère chrétienne. Leur islamisation au XIX<sup>ème</sup> siècle a permis une certaine unité politique et la création de plusieurs empires<sup>8</sup>. Leur comportement est régi par le *Pulaaku* ou *Pulaagu*, un ensemble de règles morales et sociales.

---

8- Macina au Mali, Fouladou en Guinée, Fouta-Toro et Fouta Djallon (à cheval sur la Guinée et le Sénégal), Sokoto au Nigeria. Hormis, les deux Fouta, tous ont été éphémères.

– Les Songhays :



**Leur zone de peuplement actuel calque sensiblement cette carte.**

A l'instar des Peuls, ce groupe est intéressant en raison de son histoire ancienne et de sa dimension transfrontalière, illustrant pleinement cette spécificité des tribus saharo-sahéliennes. Installés à la frontière de l'Afrique blanche et de l'Afrique noire, les Songhaïs ou Songhays sont issus de métissages. Culturellement, ils sont très proches des Touaregs. Au XI<sup>ème</sup> siècle, des Berbères fuyant les persécutions arabes se fixèrent chez les Songhaïs. Ils se mêlèrent à eux et fondèrent la dynastie des *Dia*. L'organisation hiérarchique comprend la noblesse, les classes maraboutiques (pouvoir religieux), les pêcheurs (dotés de pouvoirs surnaturels), et les classes serviles. Il existe de nombreux sous-groupes songhays (Kourteys, Wogos, Zarmas), installés dans les différents pays de la zone. De nombreux Touaregs et Peuls sont venus s'assimiler aux Songhaïs.

– Les Haoussas<sup>9</sup> :

**La nation haoussa vue par les indépendantistes**



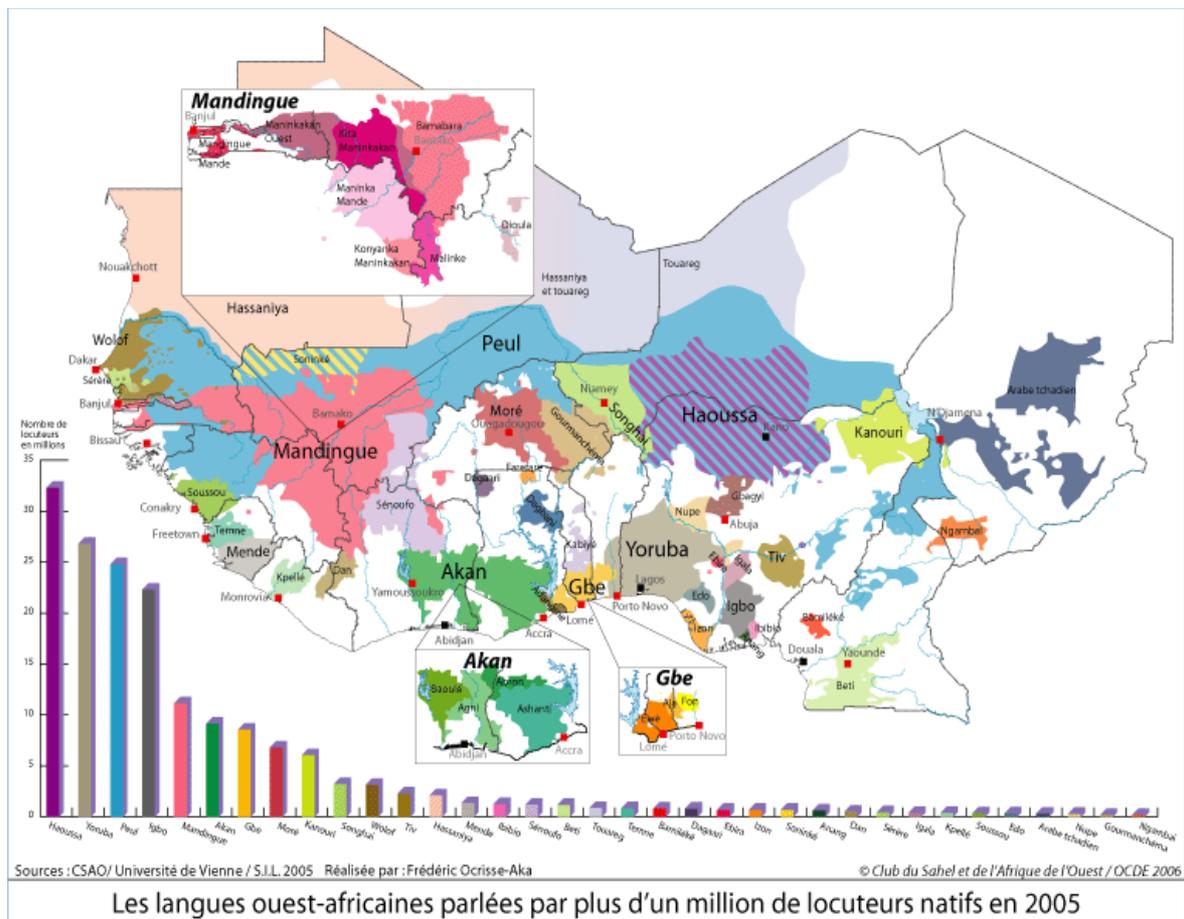
**Source : site internet d'Arte, 14 décembre 2015**

Les Haoussas sont un peuple du Sahel établi au nord du Nigéria et dans le sud du Niger jusqu'au lac Tchad. De petites communautés sont éparpillées sur la route du hajj (pèlerinage à la Mecque) partant de l'Afrique de l'Ouest et traversant le Tchad et le Soudan. Les Haoussas forment 55 % de la population au Niger. Des minorités sont présentes à l'ouest du Tchad, au nord du Cameroun, et à l'est du Mali. Il existe un mouvement irrédentiste, présent au Nigeria, et au Niger, qui souhaite réunir les Haoussas en une seule nation.

---

9- Entre 500 et 700 de notre ère, les Haoussas, venus lentement de Nubie, ont établi un certain nombre d'États puissants au nord et au centre du Nigeria et l'est du Niger. Ils se sont fortement mêlés aux Peuls à l'issue de conquêtes de ces derniers.

## 12- Le paysage ethnique des pays étudiés<sup>10</sup>:



### Une mosaïque ethno-linguistique

Une première différence visible est donc celle entre blancs, ou populations à peau claire habitant généralement dans la partie septentrionale du Sahel, et noirs installés dans la partie méridionale.

Au Mali on distingue 23 ethnies. Les neuf-dixièmes de la population, des noirs sédentaires, se concentrent dans le sud, le « Mali utile » en termes de potentialités agricoles. Au nord, les Touaregs, nomadisent entre l'Adrar et la bouche du fleuve Niger. Ils acceptent difficilement les obligations que veulent imposer les Mandingues qui dominent le sud-ouest du pays.

En Mauritanie, les deux tiers de la population sont réputés Maures. Cette proportion inclut des *Harratines*, serviteurs noirs descendants d'esclaves, et les *Beïdanes*, Maures blancs pour la plupart. Les Noirs occupent la bordure sahélienne et

10- Gérard-François DUMONT, *La géopolitique des populations du Sahel*, La revue géopolitique, 07 avril 2010

la vallée du Sénégal. La Mauritanie est traversée de rivalités entre les Maures, les Arabo-berbères et les Négro-africains.

Au centre de l'espace sahélien, le Niger<sup>11</sup> est un territoire tripolaire composé à l'ouest des Songhaïs (environ 22% de la population), au centre et à l'est des Haoussas (56%), et au nord des Touaregs (environ 10%). Les Songhaïs exercent plutôt le pouvoir militaire et les Haoussas le pouvoir économique. Dans ce pays, comme au Mali, la rébellion plus ou moins continue des Touaregs atteste de la fragilité de l'unité nationale.

Au Tchad, l'une des caractéristiques marquantes tient à une différenciation en trois zones de peuplement : le nord, le centre et le sud. La partie septentrionale (Borkou-Ennedi-Tibesti) a une superficie d'environ 500000 km<sup>2</sup> pour 500000 habitants, soit près de la moitié du pays pour seulement 5 % de la population.

#### Burkina-Faso : répartition des groupes ethniques



La diversité ethnique du Burkina engendre une grande richesse linguistique. La langue officielle est le français, auquel s'ajoutent trois langues nationales : le moore, le dioula et le fulfuldé (langue des Peuls). Une soixantaine d'autres idiomes est recensée.

11- Le Niger possède le taux de fécondité le plus élevé au monde avec 6,76 enfants par femme en moyenne.

Ainsi, au delà de la répartition spatiale régionale, chaque pays est confronté à une problématique ethno-géographique qui lui est propre. La diversité linguistique en offre un exemple patent. Les rivalités potentielles ont été largement exploitées par le pouvoir, générant des tendances centrifuges.

**A l'issue de cette analyse synthétique, les questions suivantes ont été soulevées :**

**- Quelles sont leurs interrelations, quels enseignements en tire-t-on ?**

D'une part, il existe une grande diversité de peuples au Sahel, à cheval sur différents pays. Une certaine homogénéité est constatée au nord où la plupart des habitants descendent de Berbères ayant fui les invasions successives. Par ailleurs, les métissages sont omniprésents aux *limes* des différents groupes. Aussi, il n'existe pas de réel cloisonnement ni d'endogamie exclusive comme le prétendent les tenants d'une nation touarègue.

**- Une guerre de tous contre tous ?**

La rivalité est ancrée. Elle provient du fait qu'aucun de ces peuples n'a de place dans les institutions gouvernementales, ce qui génère des tensions et est à l'origine de la création de mouvements indépendantistes (cf. II). De plus, chacun privilégie ses propres intérêts, cherchant à protéger ses sources de revenus, qu'il s'agisse de trafics ou de prébendes, pour échapper aux aléas des politiques nationales.

L'impression première est donc bien celle d'une guerre de tous contre tous. En réalité, ces populations aspirent essentiellement à une stabilité politique et économique, ainsi qu'à une certaine liberté culturelle. Aussi, l'erreur des pouvoirs issus de l'indépendance a été de chercher à modifier leur cadre de vie (organisation, justice, sécurité), avant de leur donner des gages d'intégration dans la nouvelle communauté nationale.

D'un point de vue historique, il est possible d'établir un parallèle avec le peuplement de l'Europe, qui s'est déroulé par vagues successives (Celts, Germains). Les peuples présents aujourd'hui dans la zone étudiée ont quasiment tous migré pour des raisons politiques et culturelles, chassés par la guerre ou simplement à la

recherche de nourriture :

- Nombre d'entre-eux se nomment « Arabes », alors qu'ils ont simplement été islamisés, de gré ou de force. Ils sont souvent considérés comme l'élite de la société et tiennent les rênes du pouvoir. L'arabité est auréolée d'un certain prestige.
- Les Berbères sont les indigènes de la région, le caractère monolithique de leur ascendance fait également débat.
- Les Maures sont essentiellement des « Berbères » de Mauritanie ; il en va de même pour les Touaregs, qualifiés d'irréductibles et de belliqueux parce qu'ils sont restés attachés à leur identité.

Les peuples du sud-sahélien sont également arrivés par vagues successives et se sont, à des degrés divers, mêlés les uns aux autres. La dynastie *Dia*, fondée par le métissage des envahisseurs berbères, fuyant les Arabes, et des Songhaïs, peut-être citée en exemple.

En substance, les indépendances n'ont pas compris les préoccupations, somme toute raisonnables, des habitants de cette zone. Les gouvernements ont donné la priorité à une politique centralisatrice et exclusive, au lieu d'adopter une approche inclusive puis d'engager une politique unificatrice. Les constructions nationales ont donc été abordées à rebours.

### **13- La religion<sup>12</sup> :**

La question religieuse ne suscite pas de débat majeur dans les trois pays les plus occidentaux, la Mauritanie, le Mali et le Niger, où la très grande majorité de la population est musulmane. A titre d'exemple, la Mauritanie a pour nom officiel République islamique de Mauritanie. Le préambule de la constitution commence par une profession de foi en la toute puissance d'Allah. La religion est un facteur d'identité car l'unité nationale manque de profondeur historique. Néanmoins, l'islam de tradition malékite pratiqué en Afrique a été déstabilisé par la poussée d'une vision plus rigoriste, d'obédience hanbalite<sup>13</sup>, en provenance d'Arabie Saoudite.

Au Mali et au Niger, la répartition religieuse est semblable. Le Mali compte 94% de musulmans, 2% d'animistes et 4% de catholiques. L'estimation pour le Niger est de 95% de musulmans, le reste de la population est animiste ou chrétien. Au Tchad, la situation religieuse est différente. L'islam est venu du nord au travers de migrations ou des marchands arabes, il représente la moitié des citoyens. La chrétienté est quant-à-elle venue du Sud, où se sont installés des Européens pendant la période coloniale. Elle correspond au tiers des tchadiens. Le reste relève de religions animistes.

Alors que la religion est un facteur d'unité dans de nombreux pays, avec un islam très largement majoritaire, le salafisme djihadiste progresse, sous l'impulsion des madrassas<sup>14</sup> financées par l'Arabie Saoudite, et met en péril ce fragile équilibre.

### **14- Enseignements :**

Les habitants du Sahel se répartissent en plusieurs centaines de groupes ethniques, divisés en sous-groupes.

Face à ces spécificités, les pouvoirs centraux ont eu tendance à vouloir construire brutalement une identité nationale. Ils ont mis au second plan la concorde sociale entre les différentes populations. Les tensions actuelles n'en sont que la conséquence logique : les populations attachent davantage d'importance à leur

---

12- Présence active de la wahhabiya saoudienne depuis plusieurs décennies d'après André BOURGEOT, directeur de recherche au CNRS.

13- Il existe 4 écoles de pensée religieuse au sein de l'Islam, plus ou moins influentes selon les régions. L'école malékite et hanbalite sont deux d'entre-elles.

14- École en arabe, dans une acception plus large école coranique.

appartenance ethnique qu'à leur nationalité. Aussi, lorsqu'un groupe domine le pouvoir, il distribue les postes à responsabilité ou les avantages matériels.

En l'absence de contrôle effectif des frontières résultant de l'étendue géographique et de l'assise spatiale de nombreux groupes humains, les pays voisins sont utilisés comme lieux de replis lors de conflits. Le Soudan a souvent été un refuge pour les groupes rebelles du Tchad, l'inverse étant également vrai. L'Algérie sahélienne est quant-à-elle utilisée comme un asile par les mouvements du Niger ou du Mali, en rébellion avec leurs pouvoirs centraux.

Le professeur Gérard-François DUMONT<sup>15</sup>, définit quatre niveaux de questions géopolitiques au Sahel qui synthétisent cette première partie :

- Le premier est un problème structurel qui provient de la difficulté d'asseoir la souveraineté d'États jeunes constitués lors de la décolonisation, notamment en raison d'une faible densité de population.
- Le deuxième tient aux différences ethniques multiples et marquées, d'où résultent des tensions pour l'accaparement du pouvoir, ou émanant de l'attitude des autorités vis-à-vis de telle ou de telle autre ethnie.
- Un troisième concerne la diversité linguistique, qui ne facilite pas la construction d'un sentiment national.
- Un quatrième pourrait provenir de différences dans l'évolution démographique entre les ethnies, ce qui modifie dans le temps les rapports de force au sein des États. Ces derniers deviennent aussi plus vulnérables aux aléas climatiques.

---

15- Recteur de l'Université de Paris-Sorbonne et Président de la revue *Population & Avenir*.

## **II- Leur impact géopolitique :**

### **21- Rappels historiques<sup>16</sup> :**

Depuis le début du XXème siècle, les conflits se sont répétés dans la région sahélo-saharienne avec pour constante un regroupement des intérêts et des forces selon une base ethnique.

- 1916 : révolte touarègue contre la colonisation française ;
- 1963-64 : rébellions découlant du projet colonial de création d'une Organisation Commune des Régions Sahariennes (OCRS) ;
- 1990-1995 : recul des États et renforcement des rebellions ;
- 2006-2007 : absence d'État dans le septentrion malien où règnent l'impunité et les trafics ; elle fera l'objet des accords d'Alger, signés le 04 juillet 2006 entre l'État malien et les représentants touaregs de l'Alliance Démocratique du 23 mai pour le Changement (ADC), avec la médiation de l'Algérie. Le point le plus contesté est le processus de délocalisation des casernes dans les zones urbaines et la création d'unités spéciales, composées d'ex-rebelles des régions nomades et rattachées au commandement de la zone militaire.

- La rébellion de 2012, la cinquième, s'inscrit donc dans une continuité historique. Elle a été initiée le 17 janvier par la tribu touarègue des Kel Adagh et a été encadrée par le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) qui conquiert la partie nord du Mali<sup>17</sup>. Il s'allie pour cela aux groupes armés de la nébuleuse d'Al Qaïda, avant de se faire bouter hors des villes par celle-ci.

Sur le plan historique, l'Azawad n'a jamais été organisé en chefferie, ni en Royaume et encore moins en Empire. Il n'est donc qu'une construction politique du MNLA pour légitimer ses revendications indépendantistes. D'après le professeur André BOURGEOT, l'immense majorité du peuple touareg a désapprouvé l'objectif (l'indépendance) et les méthodes (le recours aux armes) utilisées par ce mouvement hétéroclite. De plus, les rapports avec les populations civiles locales ont été émaillés de comportements répréhensibles. A Gao, de nombreux *Kel Tamasheq* du MNLA ont

---

16- André BOURGEOT, *Le Sahel dans le désordre mondialisé*, Recherches Internationales, octobre-décembre 2013

17- La région concernée regroupe les gouvernorats de Tombouctou, Gao et Kidal.

été accusés d'exactions à l'encontre des populations. Cette situation a poussé certains éléments de la milice d'autodéfense des Ganda Koye<sup>18</sup> (Touaregs noirs) à s'associer au MUJAO pour chasser le MNLA de Gao. Il est ici possible de relever l'antagonisme politique entre les « Touaregs noirs » de la communauté des Bellahs, anciens esclaves des Touaregs, et les Touaregs blancs, issus de l'aristocratie.

## **22- La question démographique :**

L'explosion démographique est un facteur de risque majeur, notamment si la famine vient s'y superposer. Ainsi, la sécheresse des années 69-73 avait eu des conséquences dramatiques sur les populations de pasteurs nomades et d'agropasteurs (Maures, Arabes, Toubous, Touaregs, Peuls). Contraints à un exode massif, certains d'entre-eux s'exilèrent en Libye où ils furent accueillis dans les légions islamiques du colonel Kadhafi. Cet événement dont les répercussions se ressentent encore aujourd'hui, notamment au Mali, permet de mesurer les effets désastreux d'une démographie galopante, associée à une instabilité politique et à une crise alimentaire.

D'après les projections, les pays du Sahel devraient passer de 80 millions d'habitants en 2008 à 119 millions en 2025, soit une augmentation de 49%, puis à 187 millions en 2050, malgré les flux migratoires importants (départs de populations estimés à 9% au Mali et à 3% au Niger en 2015). De tels chiffres ne sont pas fondamentalement différents des projections pour l'ensemble de l'Afrique. La population des cinq pays étudiés était estimée à 19 millions en 1950, sa croissance entre 1950 et 2008 est donc estimée à 322%.

Dans un tel contexte, la malnutrition et les situations de famine revêtent un enjeu géopolitique et font l'objet d'une instrumentalisation politique. Les autorités peuvent organiser les carences ou donner à la communauté internationale une estimation gonflée d'affamés, afin d'obtenir des subsides et de renforcer leur pouvoir. De surcroît, l'agriculture d'auto-subsistance est très vulnérable aux aléas climatiques et les techniques sont inadaptées aux variations climatiques.

---

18- Créés par l'État malien pour terroriser les Touaregs et alliés du MUJAO contre le MNLA.

L'insécurité alimentaire est par conséquent un facteur fragilisant. Près d'1,5 millions de personnes auraient besoin d'une assistance alimentaire d'après la Food and Agriculture Organization (FAO). De surcroît, la question des réfugiés est aujourd'hui devenue prégnante : les exactions des Djihadistes ont poussé entre 300 et 400000 individus sur les routes de l'exil : 64000 en Mauritanie, 30000 en Algérie, 41000 au Niger, 62000 au Burkina Faso<sup>19</sup>.

La région sahélo-saharienne se caractérise donc par une instabilité liée la plupart du temps à des rebellions : Touaregs au Mali en 1990, 2006, 2007 et 2012, au Niger en 1990 et 2007 ; ou à des changements politiques : coups d'État au Niger en 2010 et au Mali en 2012, mutineries au Burkina Faso en 2011. A cela s'est ajoutée, la menace de groupes terroristes tels qu'AQMI, Ansar Eddine, Boko Haram et l'État islamique. Cette situation, en particulier au Mali sous la présidence d'Amadou Amani Touré (ATT), est liée à la faiblesse du pouvoir central et à sa complaisance vis-à-vis de groupes armés, permettant *de facto* leur installation. L'immensité du territoire et la faiblesse du pouvoir central ne peuvent donc être considérés comme les seuls facteurs de déstabilisation.

### **23- Les acteurs locaux :**

231- Les mouvements touaregs

232- Les groupes terroristes

233- La dimension narco-djihadiste des organisations

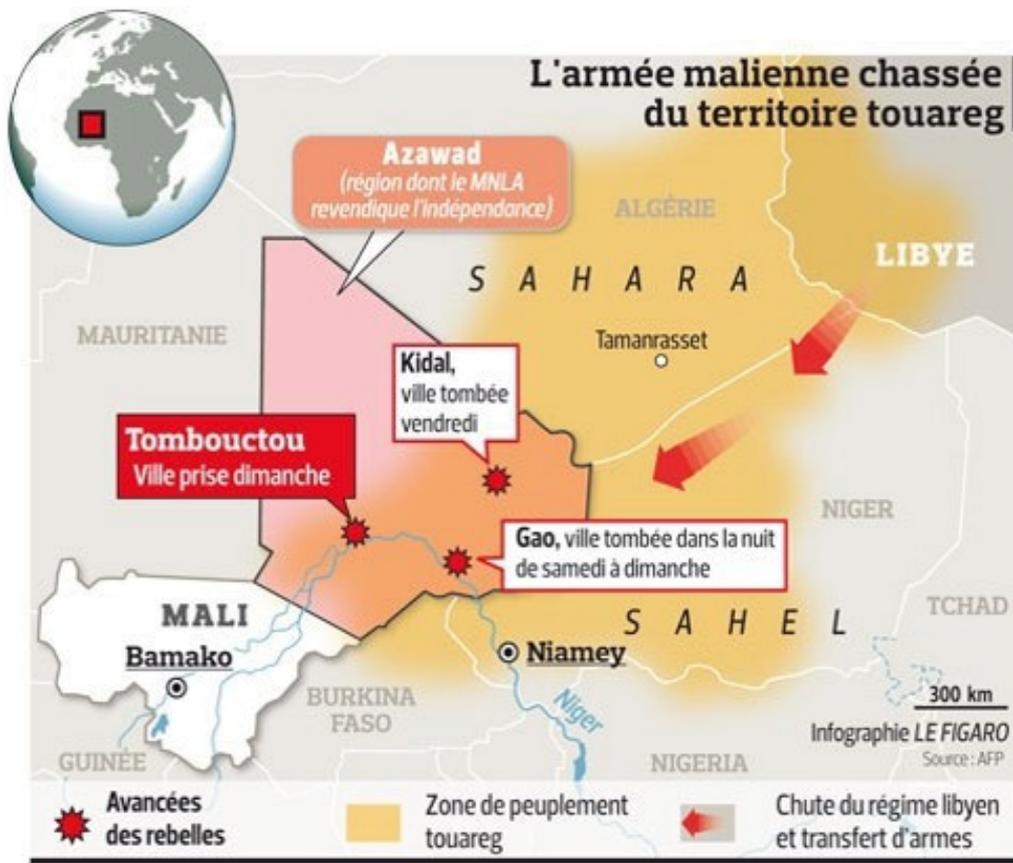
234- Le système ATT : un exemple patent de collusion

Cette partie s'intéresse aux principaux mouvements qui contribuent ou ont contribué à déstabiliser la BSS. Compte tenu des événements récents, elle se concentrera sur le Mali. Depuis une dizaine d'années, les régions du nord ont été découpées en territorialités administrées majoritairement par des groupes armés narco-djihadistes et, à un degré moindre, par le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA).

---

19- Laurence Aïda AMMOUR, Bélangère ROUPPET, *Sahel, éclairer le passé pour mieux dessiner l'avenir*, GRIP, 2013

## 231 - Les mouvements touaregs :



**Source : AFP, avril 2012**

Les Touaregs sont organisés en une multitude de confédérations intégrant une infinité de clans, compensant l'inexistence de structures étatiques par des solidarités familiales et claniques. Ils se reconnaissent également par des marqueurs culturels : langue tamashek, épée devenue kalashnikov, voile ou *tagelmust*, dromadaire devenu 4x4. Leurs principaux mouvements sont présentés ci-dessous, leur évolution est constante au gré des alliances. Par ailleurs, la création de certaines milices répond à la volonté du pouvoir de contrebalancer l'influence des mouvements indépendantistes.

**La Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) est une alliance de groupes rebelles créée en été 2014 au Mali, elle compte :**

- le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), le Haut conseil pour

l'unité de l'Azawad (HCUA), le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), la Coalition du peuple pour l'Azawad (CPA), une composante de la Coordination des mouvements et front patriotique de résistance (CM-FPR2).

- Le Mouvement national de l'Azawad (MNA) :

Lancé le premier novembre 2010 à Tombouctou et composé d'étudiants du Nord-Mali, il se déclare à l'origine laïc, autonomiste et pacifiste. Il s'appuie sur le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et se propose de lutter contre l'insécurité, la marginalisation de ses habitants et l'incapacité du gouvernement central à préserver les droits des autochtones.

- Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) : la guerre en Libye a poussé le MNA à intégrer des centaines de Touaregs qui combattaient dans la Légion verte de Mouamar Kadhafi. Ces derniers ont regagné le Nord-Mali suite à l'intervention franco-britannique. Le MNA devient le MNLA le 16 octobre 2011 et cherche à s'émanciper de la tutelle de Bamako. Il se pose en garant de la sécurité face aux nouvelles menaces, notamment AQMI, et à l'incompétence du pouvoir central. Il lui reproche la non application des accords d'Alger de 2006, portant sur le développement du septentrion malien. Le MNLA a progressivement cherché à élargir sa base en se présentant comme un mouvement luttant pour le droit à l'autodétermination de l'Azawad, « territoire des Songhays, des Peuls, des Arabes et des Touaregs », même si ses chefs traditionnels sont des Touaregs issus de Kidal. Il s'est également présenté comme le seul capable de remplir le vide sécuritaire laissé par le gouvernement de Bamako, et de combattre AQMI et le MUJAO. Il a parallèlement cherché à maintenir de bonnes relations avec Ansar Eddine<sup>20</sup> en raison de son ascendance touareg. Toutefois, le MNLA a essuyé de nombreux revers militaires à compter de 2012, en particulier lors de la bataille de Gao face au MUJAO et à la katibat de Mokhtar Belmokhtar, lorsqu'elle dépendait encore d'AQMI. Malgré ces échecs, il est parvenu à rester dans le jeu politique par sa volonté de poursuivre le dialogue<sup>21</sup>.

20- Le chef d'Ansar Eddine n'est autre que le frère du chef du MNLA, Iyad ag Ghali, tous deux fils du précédent Amenokal.

21- Selon un rapport de la MINUSMA datant de mars 2016, le MNLA compterait entre 1500 et 2000 combattants.

- Le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) :

Le HCUA a été créé le 02 mai 2013 pendant la guerre du Mali afin de favoriser les pourparlers avec le gouvernement. Son chef, Mohamed Ag Intalla, n'est autre que le fils de l'ancien Amenokal, le chef coutumier des Touaregs Ifoghas<sup>22</sup>, ce qui lui confère une haute autorité morale. Refusant la lutte armée, il appelle le MNLA et le Mouvement islamique de l'Azawad (MIA) à le rejoindre. Le HCUA est un mouvement pacifique opposé à toute idée de partition. Il est composé essentiellement de Touaregs de la tribu des Ifoghas et de transfuges d'Ansar Eddine.

- Le Mouvement islamique de l'Azawad (MIA) :

Créé en janvier 2013 après une scission, il est composé exclusivement de Maliens et est présent dans les régions de Kidal et de Ménoko. Le MIA a affirmé sa volonté d'aller vers une solution pacifique et a été à ce titre intégré au HCUA. Il aurait néanmoins pris part aux combats contre les forces armées maliennes en mai 2014 à Kidal. Ce groupe a cherché à se racheter une légitimité vis-à-vis de la communauté internationale, à un moment où l'équilibre des forces devenait défavorable à AQMI. Pour se distinguer du MNLA, il a mis l'accent sur la défense de l'identité musulmane.

- Le Groupe armé d'autodéfense imghad et alliés (GATIA) :

Créé en 2014 après la défaite de l'armée malienne à Kidal, il s'agit d'un mouvement loyaliste opposé à l'indépendance de l'Azawad. Il comprend des Arabes de la tribu des Lam-Har, une milice touarègue de la tribu des Imghad et des Songhaï de la Coordination des mouvements et front patriotique de résistance (CM-FPR). Le GATIA est proche du Mouvement arabe de l'Azawad. Le gouvernement malien nie toute implication dans sa création mais certains de ses membres sont issus de l'armée régulière. Présent dans les localités de Tarkint, de Bourem et de Tabankort, à proximité d'Anéfis, il compterait entre 500 et 1000 hommes. Ceux-ci ont été engagés lors de combats contre la Coordination des mouvements de l'Azawad. En mai et juin 2016, des affrontements communautaires ont opposé des Touaregs du GATIA à des Peuls et à des Ganda Izo, une milice songhaï. Presque simultanément, des combats

---

22- Tribu noble dominant la région de Kidal.

ont également éclaté entre le HCUA et le GATIA pour prendre le contrôle de Kidal. Ce dernier a été chassé de la ville en commettant des exactions, selon le Haut commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme.

- La Coalition pour le peuple de l'Azawad (CPA) :

Elle a été fondée par Ibrahim Ag Mohamed Assaleh, ancien responsable des relations internationales du MNLA destitué à l'issue d'un différend sur les objectifs de ce mouvement. Début 2016, la CPA comptait 1700 hommes d'après la Mission des Nations Unies pour le Mali (MINUSMA).

- Mouvement arabe de l'Azawad (MAA) : ancien Front de libération nationale de l'Azawad (FLNA), souvent considéré comme une milice défendant les intérêts de trafiquants arabes subventionnée par Amadou Amani Touré (ATT), ancien président malien, pour lutter contre les groupes touaregs.

Le grand nombre des mouvements touaregs, pro ou anti-indépendance, montre d'une part qu'il n'existe pas de vision commune de leur avenir politique. Elle est également le fruit de jeux de pouvoir. En effet, le gouvernement, les chefs locaux mais aussi les puissances étrangères peuvent avoir intérêt à fomenter des divisions. La création de milices au sein de tribus rivales en est une parfaite illustration.

- Les milices Ganda Izo et Ganda Koy :

La milice Ganda Izo a été créée en mars 2012 près de Sévaré. Le 21 juillet, elle se regroupe avec les Ganda Koy pour former la Coordination des mouvements et front patriotique de résistance (CM-FPR). Elles compteraient moins de 1500 membres dont des adolescents d'après le Haut commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme. Elles s'opposent en particulier aux indépendantistes touaregs. Le président des Ganda Koy, Ibrahima Kantao, entendait prendre la tête du CM-FPR. Le refus de Bamako de reconnaître son leadership a entraîné la création du CM-FPR2, parvenu à une entente avec le MNLA, le HCUA et le MAA lors des négociations d'Alger de janvier 2014.

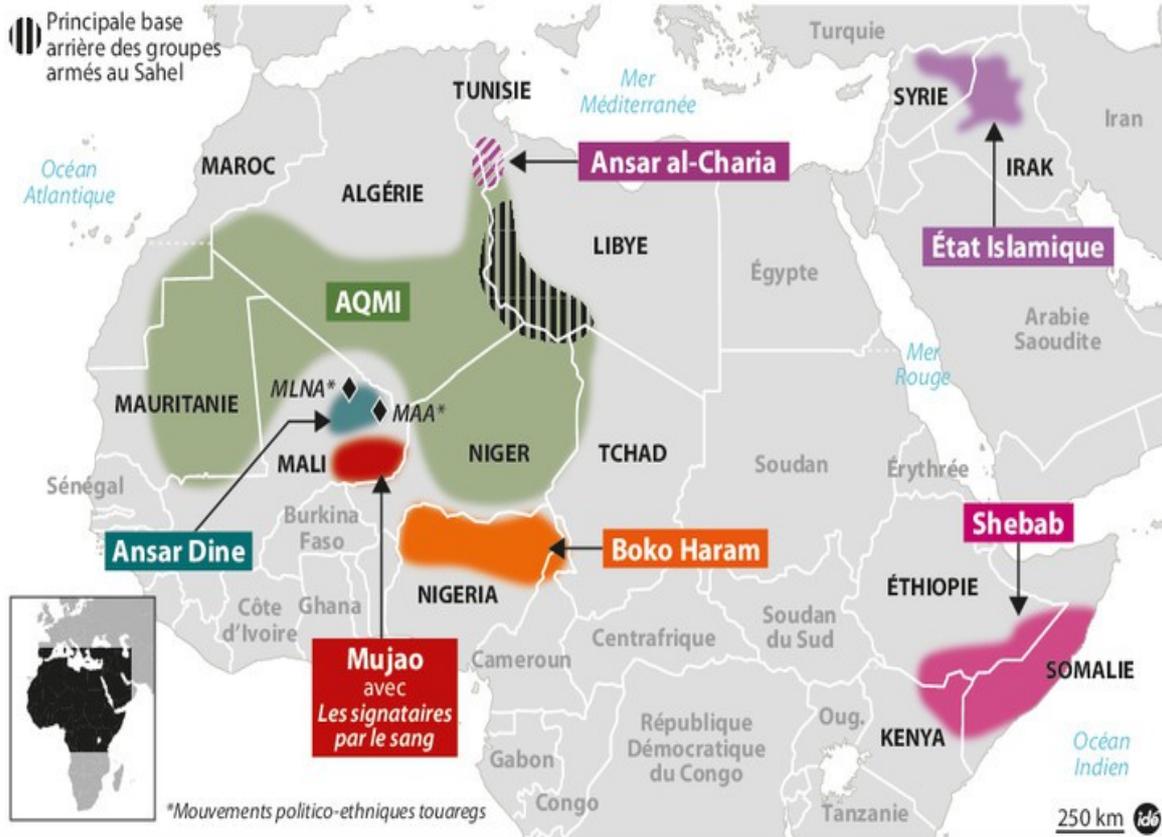
- L'irrédentisme toubou :

Les Toubous se sont fortement opposés à la colonisation. Aussi, même après l'indépendance, l'administration militaire a été maintenue dans la région du Borkou-Ennedi-Tibesti (BET). Vers la fin des années 1960, suite à la répression du régime dictatorial de Ngarta Tombalbaye, les Toubous se sont révoltés. Ils ont créé un mouvement politico-militaire affilié au Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT), dénommé Conseil de commandement des forces armées du nord (CCFAN), appelé également 2<sup>e</sup> armée du FROLINAT et basé au Tibesti. Au cours des années 70, ils ont retenu plusieurs européens et exécuté le commandant français Pierre Galopin, soupçonné d'espionnage. A l'issue de divergences, le CCFAN a donné naissance aux Forces armées populaires (FAP) et aux Forces armées du Nord (FAN). Ces groupes sont parvenus à renverser le régime militaire de Félix Malloum à la fin des années 1970. Par ailleurs, une nouvelle organisation indépendantiste a vu le jour en 1999, le Conseil national toubou (CNT). Elle milite pour un État toubou englobant le nord du Tchad, le sud de la Libye et le nord-est du Niger. Les Toubous ont participé à la guerre civile libyenne de 2011 aux côtés du Conseil national de transition (CNT). En mars 2012, après la chute du régime, des affrontements sanglants ont éclaté entre Toubous et tribus arabes dans la ville méridionale de Sabha.

Les mouvements indépendantistes ou anti-indépendantistes ont donc fait l'objet d'instrumentalisations et se sont livrés des luttes fratricides sans nécessairement chercher à répondre aux préoccupations des populations.

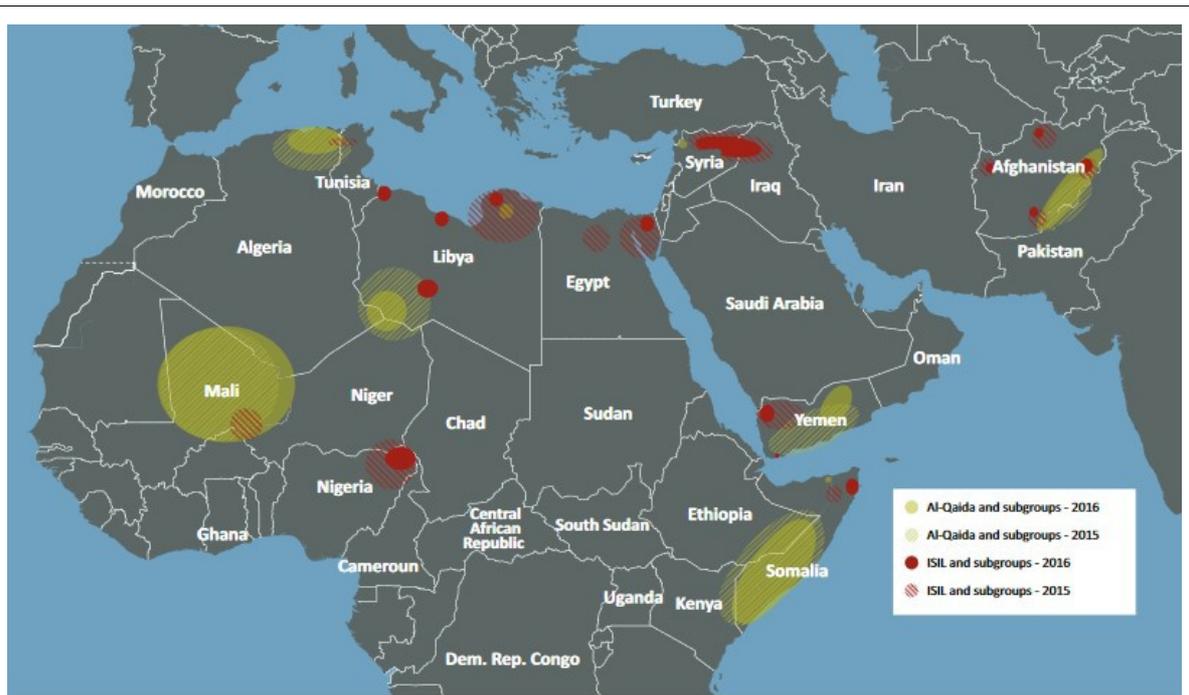
## 232 - Les groupes terroristes<sup>23</sup> :

### Les groupes armés terroristes en Afrique et au Proche-Orient



Source : La Croix, juillet 2014

23- André BOURGEOT, *Le Sahel dans le désordre mondialisé*, Recherches Internationales, octobre-décembre 2013



*The map gives a schematic picture of the changes in the presence of terrorist groups in 2015-2016*

**Source : Danish Defence Intelligence Service, Intelligence Risk Assessment, 2016**

**- Du GSPC à AQMI :**

Émanation du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) algérien qui fait allégeance à Al-Qaïda en 2007, Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) est essentiellement composé de cadres algériens aguerris en Afghanistan et dans les maquis de Kabylie. Chassés par l'Armée algérienne, ils se sanctuarisent dans le Timetrine (Mali) en épousant des femmes maures berabich et des femmes touarègues idnanes.

Le professeur Philippe Migaux qualifie AQMI « d'hydre à plusieurs têtes ». En effet, après la conquête du Nord-Mali, des divergences donneront naissance au MUJAO et au groupe Al Mouthalamin<sup>24</sup>, dirigé par Mokhtar Belmokhtar et exclu d'AQMI en raison de désaccords avec son chef, l'Algérien Abdelmalek Droukdal.

A la différence d'Ansar Eddine ou de Boko Haram, AQMI a au départ peu de ramifications ethniques dans la région. Ses cadres ont toutefois bénéficié de l'inaction de Bamako et de Niamey pour créer des liens avec les chefs locaux, des notables touaregs influents et des trafiquants arabes. Cette stratégie est un vecteur

24- Son principal fait d'armes a été la prise d'otages du site gazier d'In Amenas en janvier 2013. Al Mouthalamin est devenu Al Mourabitoune après une fusion avec le MUJAO.

d'influence incontestable. Après s'être rapproché du MNLA pour chasser l'armée malienne, AQMI s'est allié à Ansar Eddine, essentiellement composé de Touaregs.

AQMI tire pour l'essentiel ses revenus de l'industrie de l'enlèvement. Si les États, notamment français, ne paient pas les rançons, les entreprises peuvent le faire. Cet argent permet de réinvestir le tissu local et de contracter des unions matrimoniales qui sont le gage d'une protection tribale. A titre d'exemple, Mokhtar Belmokhtar s'est installé près du village arabe d'Erneb, habité par plusieurs clans arabes du Nord-Mali, et a épousé la fille d'un influent membre de la famille Hamaha.

L'une des dernières évolutions est la dissidence de la katibat Jund Al-Khilafa<sup>25</sup> dirigée par Abdelmalek Gouri, qui s'est séparée d'Al Qaïda pour prêter allégeance à l'État islamique et a obtenu la reconnaissance d'Abou Bakr Al-Baghdadi.

#### **- Le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) :**

Le MUJAO est issu d'une scission à l'intérieur d'AQMI, née d'un ressentiment lors de la répartition des butins entre Arabes et noirs subsahariens. Son noyau dur était constitué d'Arabes de Tarkint, particulièrement efficaces dans le contrôle et l'acheminement de la cocaïne. Il a organisé de nombreux attentats kamikazes (Tamanrasset, Ouargla, In'Amenas, Agadez) et des attaques de sites miniers (Areva à Arlit au Niger, prison de Niamey). Le MUJAO se distingue par la diversité de ses activités criminelles qui s'exercent sur l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Il a fusionné avec Al Mouthalamin en août 2013 pour former Al Mourabitoune. Le MUJAO s'était établi dans la région de Gao, également surnommée « cocaïne city »<sup>26</sup>.

#### **- Ansar Eddine<sup>27</sup> :**

Ce mouvement est né en mars 2012 à l'issue d'une rivalité entre Iyad Ag Ghali, de la tribu des Ifoghas, et Mohamed Ag Najem, de la tribu des Idnanes, pour le leadership du MNLA. Son objectif est l'instauration de la charia dans l'ouest africain. Il est essentiellement composé d'autochtones touaregs et maures. Ansar Eddine a vu

25- Traduction : soldats du Califat, katibat signifie bataillon en arabe.

26- Pierre-Marie FAIVRE, *Le traitement des questions de sécurité dans la région sahélo-saharienne*, thèse de doctorat sous la direction du professeur Pascal CHAIGNEAU présentée le 06 janvier 2015, École doctorale de sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion.

27- Traduction : *Partisans de la religion*.

son importance s'accroître en 2014 au détriment du MNLA, dont il a intégré une grande partie des cadres et combattants. Il lutte pour un « Azawad musulman et libre ». Son fondateur, Iyad Agh Ghali, est un ancien chef de la rébellion touarègue. Il s'est rapproché des milieux salafistes lors d'un séjour Arabie Saoudite où il a exercé les fonctions de diplomate. Pour élargir sa base, il s'est posé en défenseur des populations arabo-touarègues et de leurs alliés.

**- Boko Haram :**

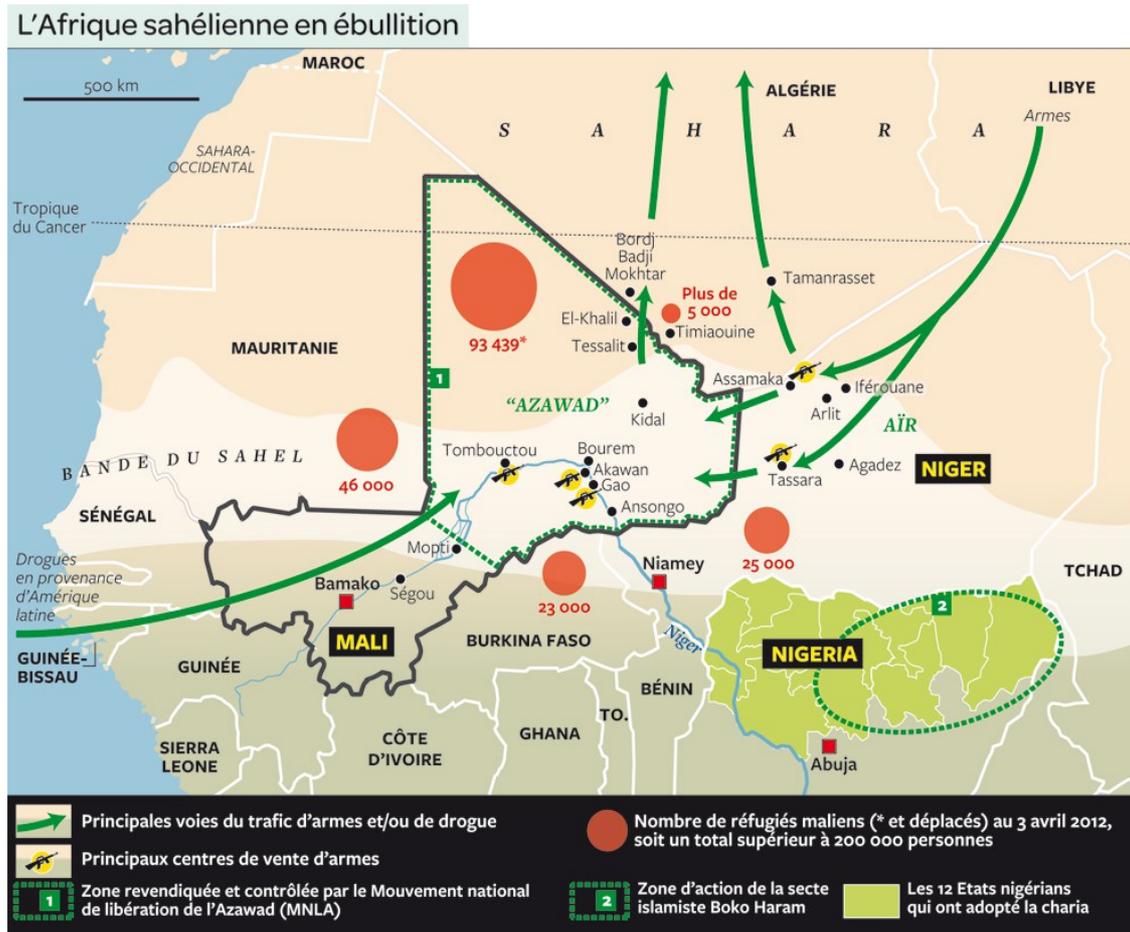
Il s'agit d'une secte ayant prêté allégeance à l'État islamique, ce qui lui a valu des divisions internes. La plupart de ses membres sont issus de l'ethnie Haoussa dont ils parlent la langue. Implantée au Nigeria, sa dimension transfrontalière l'a conduite à étendre son action au Cameroun et au Niger, qui constituaient dans un premier temps une base de repli, de recrutement et d'approvisionnement. L'implantation de Boko Haram a été permise par la porosité ethnique de part et d'autre de la frontière avec le Niger. L'afflux de réfugiés<sup>28</sup> du Nigeria fuyant les combats vers les camps du Sud-Niger, constitue un facteur de déstabilisation.

A chaque groupe terroriste correspond une entité spatiale (cf. carte). Les djihadistes ont été chassés par l'intervention de la France lors de l'opération Serval, légitimée par la résolution 2100 du conseil des sécurité des Nations Unies et la demande du président malien Dioncounda Traoré. Elle a évité la création d'un Sahélistan, puis permis le contrôle militaire de la Missions des Nations Unies pour le Mali (MINUSMA) sur la quasi-totalité du territoire à l'exception de Kidal et de sa région, administrée par le MNLA.

Au-delà des projets politiques, la réalité de groupes terroristes est celle d'une compétition pour le contrôle des trafics, au travers d'alliances avec certaines ethnies, notamment les Touaregs, et de la distribution de prébendes aux caciques locaux. Les chefs d'Al-Qaïda et de ses alliées sont pour la plupart des trafiquants installés dans la région. L'État islamique, seul groupe vouloir mettre en œuvre un programme politique, a pour l'heure été défait en Libye.

<sup>28</sup>- 16000 en 2015 d'après le Haut commissariat aux réfugiés des Nations Unies.

### 233- La dimension narco-djihadiste des organisations :



**Source : Le Monde diplomatique / HCRNU**

Les groupes djihadistes et réseaux mafieux sont parvenus à développer un *modus vivendi* leur permettant de s'appuyer mutuellement pour favoriser l'essor de trafics illégaux (immigration clandestine, drogues, cigarettes, hydrocarbures, armes).

Le degré de collusion entre djihadisme saharien et narcotrafiquants est difficile à établir. Les terroristes préfèrent protéger l'acheminement de stupéfiants plutôt que de s'y livrer eux-mêmes. En effet, si les préceptes de la loi coranique et de la charia sont sans appel sur la consommation de drogues, ils sont plus flous sur son commerce, permettant de justifier théologiquement les prises de participation.

Ainsi, en 2010, AQMI a d'abord pris langue avec des barons de la drogue sud-américains en Guinée-Bissau, puis a développé des contacts avec plusieurs réseaux régionaux. En 2013, le ralliement du MUJAO à Mokhtar Belmokhtar, lui-même surnommé « M. Malboro » depuis les années 90, présume d'une implication nouvelle

des Mourabitounes dans le trafic de drogue. Ce dernier offre une source nouvelle de financement, moins lucrative mais aussi moins aléatoire.

**234 - Le système Amadou Amani Touré<sup>29</sup> : un exemple patent de collusion<sup>30</sup>**

« Corruption impliquant toutes les sphères au plus haut niveau jusqu'au Palais présidentiel de Koulouba, une économie largement informelle, des trafics en tout genre. » Laurent Bigot, sous-directeur Afrique au Quai d'Orsay, Institut français des relations internationales, juillet 2012.

Le conflit malien doit être éclairé par un certain nombre de réalités. Tout d'abord, il semble avoir changé de nature au nord. Essentiellement malien dans les années 1990, il s'est internationalisé. Il a été initié par des mouvements extérieurs (AQMI, MUJAO, Ansar Eddine) qui ont pu s'implanter à cause de la faiblesse de l'État.

En 2011, l'un des rares exemples de coopération entre les armées maliennes et mauritaniennes est la destruction d'une base d'AQMI dans la forêt de Wagadou. La suspicion de fuites provenant de Bamako avant l'opération a par la suite conduit l'armée mauritanienne à agir seule. Cette complaisance avec AQMI s'explique par le fait que le système Amadou Toumani Touré (ATT) a recherché la paix à tout prix avec les rébellions et les éléments criminels. Cela faisait dire à Abdelaziz BOUTEFLIKA qu'il ne pouvait être « l'ami des voleurs et des victimes en même temps. » A titre d'exemple, lors d'un voyage en Europe, l'épouse du président malien aurait eu recours à des billets de banque préalablement utilisés pour payer des rançons à AQMI. Cet argent (17 millions de dollars américains) aurait été préalablement utilisé pour faire libérer les otages capturés sur le site uranifère d'Arlit.

Cette connivence s'applique également au trafic de stupéfiants, où les avions du réseau Air cocaïne auraient été accueillis par des officiels locaux à Tarkint, dont le maire Baba Ould Choueck, et les convois de drogue escortés par AQMI. De

---

29- Président de la République du Mali de 2002 à 2012.

30- Laurence Aïda Ammour, Bérangère Rouppe, *Sahel, éclairer le passé pour mieux dessiner l'avenir* GRIP, 2013

nombreux atterrissages de ce type seraient intervenus dans la région. Le même Ould Choueck aurait été épaulé par Iyad Agh Ghali<sup>31</sup>, alors diplomate en Arabie Saoudite, lors de la tentative pour faire libérer l'otage français Pierre Camatte, soupçonné d'être un agent de la DGSE, en février 2010. De même, la CIA aurait remis au président ATT, en février 2010, une liste de 57 cadres maliens de la haute administration (dont plusieurs généraux) et du secteur privé, impliqués dans le narcotrafic.

Lorsque la Libye s'est effondrée, près de 4000 combattants d'origine malienne sont revenus au pays. Contrairement au Niger voisin, le gouvernement a choisi de dialoguer plutôt que de les forcer à désarmer. Cette stratégie n'ayant pas abouti, ils sont devenus des combattants expérimentés du MNLA et d'Ansar Eddine. Par ailleurs, les autorités maliennes ont été incapables d'endiguer le flot d'armes en provenance de Libye, souvent en vente libre dans les marchés ou cédées à AQMI par les salafistes libyens.

Avec l'argent généré par les trafics suivi de l'afflux d'armes sophistiquées, la montée en puissance des groupes armés touaregs et salafistes n'a rien de surprenant.

- Où en est-on de l'application des accords d'Alger, signés entre le gouvernement malien et la Coordination des mouvements de l'Azawad en 2015 ?

Le dernier communiqué<sup>32</sup> de la CMA dénonçant leur violation montre le fragile équilibre qui prévaut au Mali.

---

31- Ancien chef de la rébellion touareg et futur dirigeant d'Ansar Eddine.

32- *COORDINATION DES MOUVEMENTS DE L'AZAWAD (CMA) - COMMUNIQUE N° 016 /CMA/2016*  
*La Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) constate avec beaucoup d'inquiétude l'insistance du gouvernement du Mali à organiser les élections communales à la date du 20 novembre 2016. La Coordination des mouvements de l'Azawad rappelle qu'elle avait dénoncé, dans son communiqué n°12/CMA/2016 du 07 octobre, cette décision du gouvernement qu'elle qualifie de violation grave des dispositions de l'accord pour la paix en la matière. Cet entêtement du gouvernement à organiser les élections avant la mise en place des autorités intérimaires qui ont en charge cette mission est aussi une violation des droits civiques de dizaines de milliers de réfugiés et déplacés qui sont directement concernés par ces élections dont ils attendent le changement tant souhaité par tous. La CMA invite le gouvernement à plus d'objectivité pour rendre les autorités intérimaires opérationnelles afin qu'elles commencent les missions qui leurs sont assignées dont l'organisation d'élections libres, transparentes, inclusives et apaisées. Enfin, la Coordination des Mouvements de l'Azawad prend à témoin, l'équipe de médiation internationale ainsi que toute la communauté internationale de cette violation de l'Accord pour la Paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, dont le gouvernement du Mali assumera seul les conséquences qui pourraient en découler. Kidal, le 11 novembre 2016*

## **24- Le jeu des puissances étrangères traditionnelles et des nouveaux protagonistes :**

En Afrique sahélo-saharienne se joue une lutte hégémonique entre puissances mondiales et régionales. Cette influence s'exerce également dans le domaine économique où de nouveaux acteurs ont fait leur apparition. En effet, riche en ressources énergétiques et minérales, le Sahel est au cœur de manœuvres politiques, économiques et militaires. Cette partie se propose d'explorer ces différents aspects. Au plan politique, l'ensemble des acteurs s'accorde sur le caractère immuable des frontières.

### **- L'Algérie :**

L'action de l'Algérie a longtemps consisté à renforcer la rébellion touarègue laïque (MNLA) pour affaiblir le GSPC, qu'elle est parvenue à repousser dans la BSS. La conséquence directe a été l'apparition d'AQMI, dont le centre de gravité s'est déplacé au Sahara. L'Algérie prône la négociation avec les mouvements autochtones à condition qu'ils renoncent à l'indépendance et à tout lien avec les mouvements terroristes. Elle rejette officiellement toute ingérence, en contradiction avec sa volonté de s'affirmer comme un leader régional. A ce titre, lors des accords de Tamanrasset (1990) puis d'Alger (2006), les revendications fondées sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ont été écartées et les régions touarègues rebaptisées Azawad côté malien, Aïr et Azawagh côté nigérien.

L'Algérie doit impérativement assurer la stabilité d'une région vitale pour son économie peu diversifiée. Ainsi, Hélène Claudot-Hawad, directrice de recherche au CNRS, parle de « raboutage de l'identité politique, culturelle et sociale » des Touaregs par les services secrets algériens et français afin « d'ôter toute allusion à un pays touareg de nature supra-étatique ». D'après elle, les interventions de ces pays et de la Libye pour contrôler et diviser la rébellion touarègue ne sont jamais mis en lumière. L'acceptation du survol de son territoire par des avions de chasse français peut être perçue comme la reconnaissance par le gouvernement algérien qu'il n'est pas en mesure de régler seul les problèmes régionaux.

### **- La France :**

En Afrique de l'Ouest et au Sahel, la France, compte tenu de ses liens historiques avec cette partie du continent, dispose de tous les attributs de la puissance. Elle développe une stratégie d'influence politique, économique, militaire, religieuse, culturelle et linguistique. En ce sens, elle apparaît en tant que « hard power ». Paris se positionne comme le principal acteur extérieur en mesure de peser significativement sur l'avenir de la région.

L'opération Serval a joué un rôle décisif sur le plan militaire et modifié les équilibres. Elle a été appuyée par les armées africaines et notamment tchadiennes, connues pour leur professionnalisme. Les forces spéciales (FS) françaises sont implantées à Arlit, près des sites uranifères exploités par Areva. L'intervention de la France visait à empêcher l'instauration d'un Sahelistan. Son action coordonnée avec la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a freiné les velléités expansionnistes des groupes terroristes. Au plan politique, il est essentiel d'adresser un message clair aux peuples et aux gouvernements locaux : les forces françaises resteront à vos côtés aussi longtemps que ce sera nécessaire. Ainsi, grâce à sa connaissance du terrain et à son implantation, la France est parvenue à obtenir des résultats remarquables.

### **- L'Union européenne :**

L'Europe a quant-à elle adopté la stratégie UE-Sahel en 2011. Il s'agit d'une approche régionale associant sécurité et développement. Il a néanmoins fallu attendre la présidence française de 2008 pour voir la question sahélienne devenir une priorité dans l'agenda européen de politique étrangère. La stratégie européenne pour le Sahel est ambitieuse. Elle a pour objet le développement, la bonne gouvernance, la sécurité et l'État de droit, la résolution des conflits internes, l'action politique et diplomatique. Elle manque d'une dimension militaire lui permettant de jouer un rôle décisif. Les moyens financiers engagés, plus de 900 millions d'euros<sup>33</sup>, mettent en doute l'efficacité de l'approche européenne au regard des résultats

---

33- Le 10<sup>ème</sup> fonds européen 2008-2013 est doté de 533 millions d'Euros, auxquels s'ajoutent 50 millions du Programme spécial pour la paix, la sécurité et le développement du Nord-Mali (PSPSD), 20 millions de l'instrument de stabilité pour le Mali, 20 millions pour les victimes du conflit et 250 millions d'euros au titre de la reprise de la coopération.

obtenus. La question fondamentale de la lutte contre la propagation de l'idéologie islamiste a été négligée par méconnaissance de cette dimension-clé par les élites européennes.

**- Les États-Unis :**

L'Afrique, délaissée au lendemain de la Guerre froide, est redevenue un enjeu majeur de la politique étrangère américaine. Le Sahel n'échappe pas à cette tendance. Les États-Unis s'appuient pour cela sur une vaste gamme de leviers économiques, politiques, culturels, religieux (influence des églises évangélistes) et militaires. Ils visent à contrer la présence chinoise, à sécuriser leurs approvisionnements en pétrole et en matières premières en provenance du golfe de Guinée, et à lutter contre l'enracinement du terrorisme, du trafic de drogue et de la piraterie.

Ainsi, le lancement de la Pan Sahel Initiative (PSI) en 2002, était destiné à renforcer les forces armées du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad. En 2005, la PSI a été remplacée par le Partenariat trans-saharien de lutte contre le terrorisme (Trans Saharan Counter Terrorism Partnership – TSCTP). Il regroupe, outre les quatre pays de la PSI, l'Algérie, le Burkina Faso, le Maroc, le Nigeria, le Sénégal et la Tunisie, la Libye ayant refusé de s'y joindre. S'appuyant sur la guerre globale contre le terrorisme, les États-Unis ont cherché depuis 2003 à installer des bases dans la zone sahélo-saharienne<sup>34</sup>. Depuis le lancement du TSCTP en 2005, le versement de 100 millions de dollars n'a pas empêché l'éclatement du Nord-Mali, ni le renversement du président Amadou Toumani Touré (ATT) par le capitaine Amadou Haya Sanogo, formé aux États-Unis.

Le TSCTP comprend une Mobile Training Team (MTT) d'environ 350 militaires<sup>35</sup>. Basés à Bamako, Gao, Tombouctou et Atar, ils assurent la formation des personnels militaires et de police aux techniques de lutte contre le terrorisme. Ce programme s'étend également à l'assistance humanitaire avec des antennes médicales au nord du Mali, du Niger et du Tchad. L'objectif est de fidéliser les populations et d'interdire

34- Le camp Lemonnier situé à Djibouti depuis 2006 compterait 2000 soldats américains.

35- Provenant du premier bataillon du 10<sup>ème</sup> Special Forces Group (Airborne) de Stuttgart, du 352<sup>ème</sup> Special Operations Group de Mildenhall (GB), du 86<sup>ème</sup> Contingency Response Group de Ramstein (Allemagne) et de l'US Marine Corps Europe de Stuttgart.

ainsi aux terroristes d'y trouver refuge. Le TSCTP se décline également au plan bilatéral. Des exercices dits Flintlock sont régulièrement organisés par l'Africom et le Special Operations Command Africa (Socafica) afin de mobiliser les pays du TSCTP. Toutefois, il n'a pas atteint ses objectifs sécuritaires et il lui est souvent reproché de ne prendre en compte que la dimension militaire du problème. La perception des États-Unis au sein des populations locales reste essentiellement celle d'un pays en lutte contre l'Islam plutôt que contre les groupes terroristes.

Incontestablement, la France dispose d'un avantage stratégique : sa connaissance de la zone et sa volonté d'inscrire son action dans la durée. Des efforts de coordination stratégique ont été entrepris avec les États-Unis, ils restent néanmoins insuffisants. Malgré la mise en œuvre d'une approche civilo-militaire, le département d'État donne souvent l'impression qu'il pense pouvoir régler les problèmes socio-politiques avec des moyens exclusivement militaires. Comme l'indiquait le général André Beaufre, « Il est impossible de régler un problème sans en avoir saisi les racines ».

En plus de la France et des États-Unis, de nouveaux acteurs déploient des stratégies de positionnement et de prise de contrôle des richesses, aboutissant à une exacerbation des rivalités. Cette attitude est en grande partie liée à la raréfaction des ressources à l'échelle planétaire.

**- Les nouveaux acteurs :**

L'Afrique est devenue une direction essentielle de la projection mondiale de la Chine. Pékin déploie une diplomatie, notamment commerciale, très active. Elle redessine peu à peu la carte des influences traditionnelles occidentales sur fond de lutte pour le contrôle des gisements pétroliers. Sa politique africaine met l'accent sur « le respect des intérêts des pays africains en opposition au modèle néocolonialiste traditionnel ». Ainsi, le livre blanc sur la politique africaine de la Chine publié pour la première fois en janvier 2006 précise que : « *la Chine œuvre à établir un nouveau type de partenariat stratégique marqué par l'égalité et la confiance mutuelle sur le*

*plan politique, la coopération dans un esprit gagnant-gagnant sur le plan économique ».*

La Chine fournit des hélicoptères au Mali, à l'Angola et au Ghana, de l'artillerie légère et des véhicules blindés à la quasi-totalité des pays de la région, ainsi que des camions, des uniformes et du matériel de communication. Par ailleurs, la diaspora chinoise en Afrique de l'Ouest est un outil d'influence conséquent, au travers notamment des instituts Confucius<sup>36</sup>. L'action de la Chine au Sahel s'inscrit donc dans le cadre d'une stratégie plus large visant à défendre ses intérêts, notamment énergétiques, par le contournement et l'affaiblissement des Occidentaux.

Les puissances du monde arabe s'appuient largement sur les leviers économiques et religieux<sup>37</sup>. Au sein du monde sunnite, une poussée réformatrice de tendance hanbalite, souvent néo-wahhabite, stigmatise le sunnisme malékite des confréries de l'islam noir traditionnel. Les sources de l'islam radical se positionnent au cœur des pays sahéliens en tirant bénéfice de leur légitimité spirituelle et historique<sup>38</sup>. Dans cette lutte, le Qatar, l'Iran, le Pakistan et l'Arabie saoudite, tentent de reconquérir les positions économiques et politiques qu'occupaient les pays islamiques avant le début de la colonisation européenne.

Israël se positionne sensiblement en Afrique de l'Ouest et au Sahel afin de contrer le jeu des puissances arabes. Sa politique repose sur des ventes d'armes au Nigeria et à la Centrafrique. Son aussi présentes des sociétés de sécurité privée comme Global CST dont les activités militaires, politiques et économiques sont très controversées.

Il convient aussi de souligner l'offensive diplomatique russe pour contrer le jeu de puissances rivales, comme les États-Unis et la Chine. La Russie cherche à exploiter les failles occidentales afin de consolider son influence. Moscou renforce sa présence essentiellement au Nigeria afin de peser sur le futur gazoduc *trans saharan gas pipeline* (TSGP). Ce vecteur va entraîner de profonds bouleversements géopolitiques et pourrait permettre à l'UE d'atténuer sa dépendance à l'égard du gaz russe.

---

36- 130 000 Chinois seraient actuellement installés en Afrique, essentiellement au Zimbabwe, au Nigeria, en Angola, au Soudan et en République de Guinée.

37- Madrasas financées par l'Arabie Saoudite.

38- Source : site Internet d'Aymeric CHAUPRADE, relapolitik TV.

Si les stratégies des tenants du soft et du hard power doivent davantage converger, leurs objectifs sont identiques. Dans ce jeu, l'Algérie peine à s'affirmer en raison de contradictions qui lui sont intrinsèques, à savoir la nécessité de lutter contre le terrorisme et son impératif idéologique de non-ingérence.

De nouveaux acteurs rejoignent l'arène, pour des raisons essentiellement économiques, comme la Chine, ou plus politiques, comme l'Arabie Saoudite. Cette dernière cherche à réaffirmer la prééminence d'un islam rigoriste. 60 ans après la décolonisation, l'emprise des puissances étrangères sur la BSS n'a jamais été aussi prégnante. Est-ce la manifestation d'un néo-colonialisme ?

### III- Les conséquences du chaos libyen :

31- Rappels historiques

32- Les jeux de pouvoir du Guide (murshid)

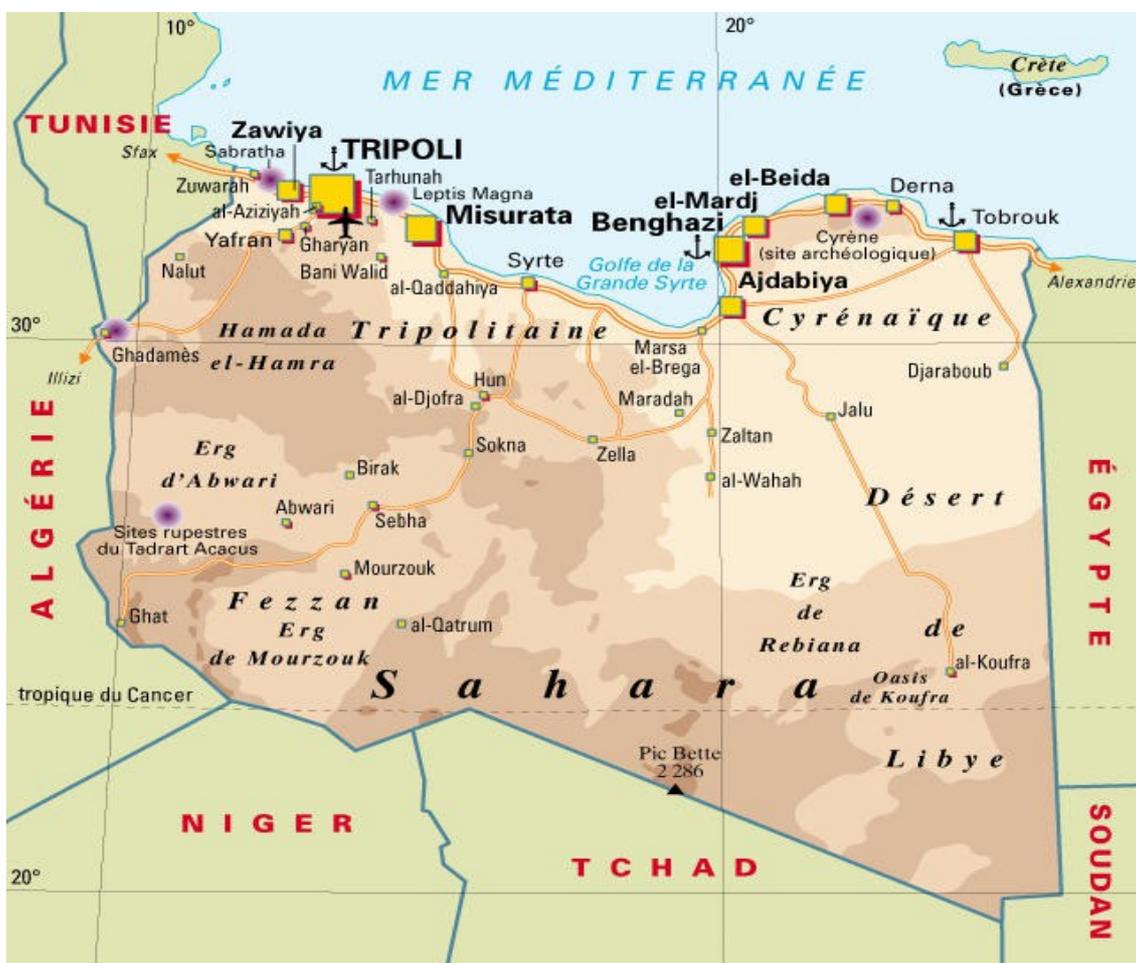
33- Les conséquences du chaos libyens

31- Les divisions internes

32- La lutte pour le contrôle des ressources

33- La menace djihadiste régionale

34- L'explosion des trafics



### **31- Rappels historiques :**

Peuplée de 6,2 millions d'habitants, la Libye est un pays très vaste, avec près de 1760000 km<sup>2</sup>, fait d'une étroite plaine côtière butant sur des chaînes de montagnes et des plateaux steppiques, pour ensuite s'ouvrir sur le Sahara. Le régime de Kadhafi s'est maintenu pendant 42 ans au pouvoir par une redistribution clientéliste de la rente pétrolière, empêchant l'émergence d'institutions représentatives locales. La Libye est aujourd'hui confrontée aux dilemmes identitaires qui existaient déjà lors de son indépendance en 1953.

Les villes libyennes de la côte se sont, dès la révolution, constituées en autorités civilo-militaires autonomes, afin de mieux défendre leurs intérêts. Le débat sur la nature fédérale du futur État libyen – selon une partition Tripolitaine-Cyrénaïque-Fezzan qui fait référence à un supposé âge d'or du Royaume libyen – a servi d'alibi à des acteurs politiques cherchant à mettre la main sur les richesses pétrolières du golfe de Syrte.

La Libye saharienne est historiquement un lieu de conflit entre tribus arabes et ethnies du désert, Toubous et Touaregs. Les Arabes du centre et du sud-ouest (Abou Suleiman, Warfallah et Khadafah) constituaient le cœur de l'assise politique du pouvoir de Kadhafi. Leurs membres étaient recrutés en priorité au sein des forces de sécurité. Par ce biais, le régime gardait la haute main sur le trafic avec les pays limitrophes (cigarettes, pétrole).

Les Touaregs et les Toubous ont été les principales victimes de la politique panafricaine du régime. Durant plusieurs générations, Kadhafi accorda la nationalité à des groupes de mercenaires issus de ces deux ethnies par calcul politique, pour ensuite revenir sur ses décisions. En conséquence, à ce jour, plusieurs milliers de Toubous et de Touaregs de Libye sont apatrides. En août 2013, la commission de réforme de la nationalité a déclaré illégal le statut de près d'un million de personnes, récoltant en retour une déclaration d'autonomie du Fezzan et une démonstration de force de groupes armés.

Enfin, l'islamisme radical a une histoire longue en Libye, malgré la brutale répression dont il a fait l'objet. Revenant d'exil ou sortant de la clandestinité, les

anciens du Groupe islamique combattant libyen (GICL) ont investi le champ politique post-révolutionnaire. Dès 2012, l'islamisme radical a envahi le discours politique. Néanmoins, les islamistes historiques sont aujourd'hui dépassés par une nouvelle génération, plus radicale.

### **32- Les jeux de pouvoir de Kadhafi :**

L'attractivité de Tripoli s'est particulièrement exercée sur les Touaregs nigériens<sup>39</sup> de la région nord (Agadez). Dès sa prise du pouvoir, le colonel Kadhafi leur donne les moyens matériels et médiatiques de relayer leurs revendications. Dans les années 80, entre huit et dix mille combattants touaregs maliens et nigériens sont intégrés à la Légion verte et déployés sur les théâtres tchadien<sup>40</sup> (70 puis 80), libanais (1981) et palestinien. Ainsi, dès les années 90, le Niger et le Mali considèrent Kadhafi comme le principal instigateur des rébellions touarègues. A l'issue de ses échecs visant à l'instauration d'une union des États arabes et d'un socialisme islamique<sup>41</sup>, le « guide » libyen crée la Communauté des États sahélo-sahariens en 1998 avec le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, le Niger et le Soudan. Entre 1999 et 2008, elle comprendra 28 membres.

#### **Kadhafi, grand sultan touareg**

Pour contrebalancer ce « pan-africanisme », il lance la Ligue sociale et politique des tribus sahariennes, dont le but est de réunir le Sahara dans un seul État. Elle est créée le 10 avril 2006 à Tombouctou, le jour du Mouloud, anniversaire de la naissance du Prophète Mohamed. Elle regroupe des représentants de l'espace sahélien allant du Maroc au Soudan mais également de Djibouti, d'Oman, de la péninsule arabique et de Syrie. Le fonctionnement de cette ligue reposait sur la tenue de forums annuels. Le second, organisé à Agadez en 2007, voit l'intronisation de Kadhafi comme leader des sultans touaregs ou Amghar. De sérieuses critiques lui sont alors adressées car la rébellion du Mouvement nigérien pour la justice (MNJ), dirigé par Aghali Alambo, venait de débuter. Elle suivait celle de l'Alliance du 23 mai

39- Connus également sous le nom d'Ishumar, déformation de chômeur.

40- Conflit tchado-libyen sur le statut de la bande d'Aouzou au début des années 70 puis 80, lors de la guerre civile tchadienne.

41- En référence au Petit livre vert, publié en 1975.

pour le changement, annoncée au Mali en 2006 après la fête du Mouloud.

Dans une logique d'influence, le guide suprême a donc contribué à renforcer la rébellion touarègue, quitte à déstabiliser un peu plus des États déjà affaiblis.

### **33- Les conséquences du chaos libyen<sup>42</sup> :**

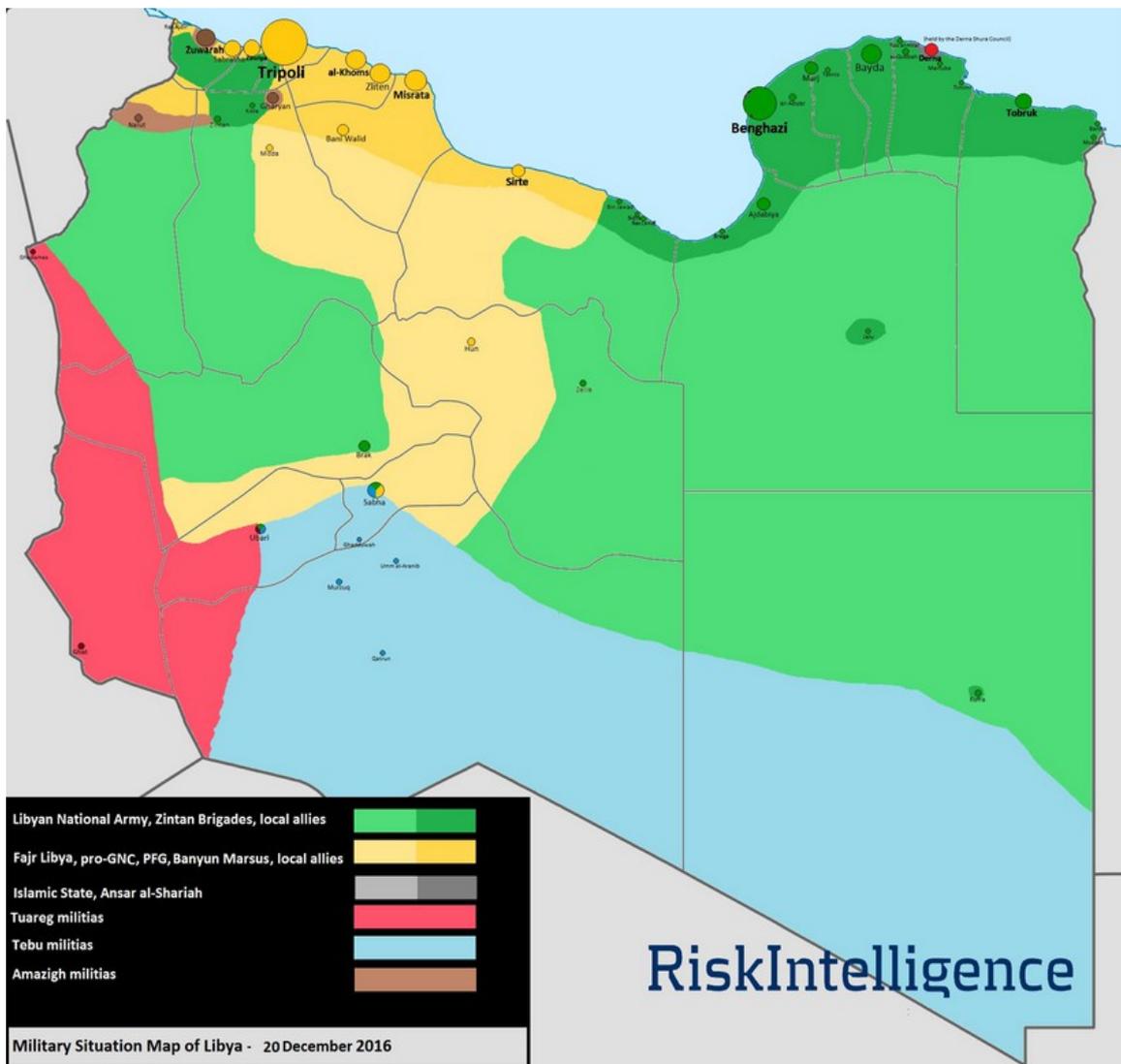
Un mois avant la chute de Tripoli, environ 4000 mercenaires touaregs libyens fuient à travers le désert avec armes et bagages. Une minorité entre au Niger, une majorité au Nord-Mali. Ils emmènent avec eux des transports de troupe blindés, des tous-terrains, des lance-roquettes *Katioucha*, des missiles sol-air portables, des bulldozers et même des hélicoptères en pièces détachées. Le potentiel ainsi reconstitué est jugé supérieur à celui de l'armée malienne.

La Libye doit désormais faire face à une superposition de conflits ayant emporté près de 30000 victimes. Depuis le début de l'année 2015, elle se constitue en base régionale du djihadisme. Les déplacés et les réfugiés se multiplient à l'intérieur du pays et chez ses voisins (près de 287000 en 2014). L'absence d'État offre un terrain privilégié à des organisations criminelles, qui contrôlent des portions entières de territoire et se livrent au trafic de drogue, d'armes et de migrants.

---

42- Source : Archibald Gallet, *Les enjeux du chaos libyen*, Politique étrangère, 2/2015 (Été), p. 99-111

### 331- Les divisions internes :



**Source : Risk Intelligence, décembre 2016**

La Libye constitue désormais un front opposant le djihadisme international aux puissances de la région. L'Égypte et les Émirats interviennent directement aux côtés du gouvernement de Tobrouk, tandis que le Qatar et le Soudan soutiennent certaines milices islamistes en Cyrénaïque. Le sud du pays est devenu le refuge de bandes armées ayant pris part aux différents conflits régionaux.

La Libye est sous le contrôle théorique de deux gouvernements concurrents. À l'est du pays, celui de Tobrouk est issu des élections de la chambre des représentants de 2014. Il demeure la seule autorité reconnue par la communauté internationale. À Tripoli, siège le Congrès national libyen (CNL), soutenu par les islamistes les plus

radicaux de la précédente législature. Aucun des deux n'a le contrôle effectif d'une portion continue de territoire. Les milices affiliées aux deux camps se livrent à des exactions parallèles, elles recourent aux assassinats politiques et versent dans la criminalité.

À Tripoli, le gouvernement d'Al-Hassi et son pendant militaire, la coalition Aube<sup>43</sup>, reposent sur des groupes peu disciplinés ayant en commun une vision révolutionnaire exaltée. En position de force après l'élection du CNL, le parti Justice et Construction (Frères musulmans) n'a pas été en mesure de maîtriser sa frange radicale, qui voyait dans la normalisation de la situation politique une trahison des idéaux révolutionnaires.

Les milices les plus importantes se déclarent salafistes et ont encouragé le gouvernement à entreprendre des négociations avec Ansar Al-Sharia (AAS) fin 2014. La présence confirmée de l'EI à Tripoli, depuis l'attentat de l'hôtel Corinthia début 2015, a montré que l'organisation a su profiter du réservoir potentiel de recrues de la capitale. De plus, les brigades de Misrata, qui constituaient le gros des forces militaires de la coalition Aube, ont repris leur autonomie à l'égard du gouvernement de Tripoli, s'opposant les premières à l'EI dans le golfe de Syrte.

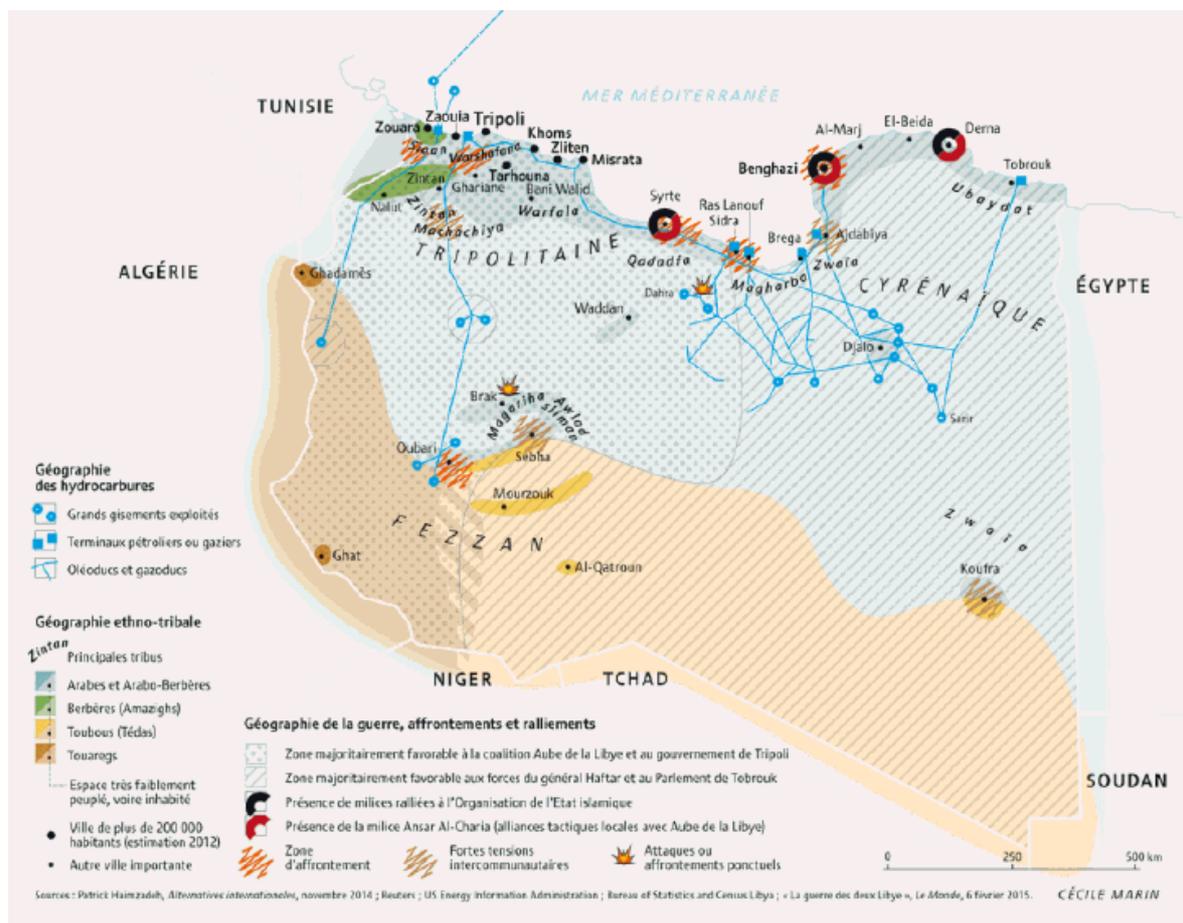
Après un intense ballet diplomatique, un gouvernement d'union nationale a été formé à Tunis en mars 2016 avec à sa tête l'homme d'affaire Fayez Al-Sarraj, parrainé par l'ONU. Bien qu'initialement rejeté par les parlements de Tripoli et de Tobrouk, il s'est installé dans l'ancienne capitale en juillet et a dans un premier temps obtenu un vote de confiance. En outre, confiné en Tripolitaine puisque la Cyrénaïque le rejette, M. Sarraj est affaibli au sein de l'aire régionale où il exerce une autorité fragile. L'homme qui se dresse publiquement contre lui est l'ancien premier ministre Khalifa Al-Ghwell. Il dirigeait le gouvernement de salut national qui avait régné sur la Tripolitaine entre 2014 et 2016. Cet ancien premier ministre a récemment fait sa réapparition, demandant à ses anciens ministres de reprendre leurs fonctions et suspendant ceux placés sous l'autorité de M. Sarraj.

Au défi posé par la coalition Aube, s'ajoute la contestation venant de Cyrénaïque où le général Khalifa Haftar, chef de l'Armée nationale libyenne, ne reconnaît pas la légitimité du gouvernement d'union nationale de Tripoli. Le danger

43- Traduction arabe de Fajr Libya.

pour M. Sarraj serait donc de voir une connivence s'établir entre ses rivaux de l'Est et de l'Ouest, alors que les forces qui lui sont loyales, principalement issues de la cité portuaire de Misrata, ont subi de lourdes pertes dans leur offensive contre l'EI. La reprise de leur bastion est une très bonne nouvelle pour le gouvernement mais aura pour corollaire un éparpillement de combattants de Daesh dont il faut anticiper les conséquences sous-régionales.

### 332 - La lutte pour le contrôle des ressources :



Source : Le Monde, février 2015

À la frontière entre Cyrénaïque et Tripolitaine, le golfe de Syrte comprend les principaux ports et raffineries du pays, ainsi que plusieurs champs pétroliers dans un rayon de 200 km à l'intérieur des côtes. Dès la mi-2013, un commandant de la ville d'Ajdabiya, Ibrahim Jadhra, a montré son appétit pour les ressources pétrolières en occupant les terminaux de Ras Lanuf et Zuwaytina, puis en cherchant à vendre du

pétrole de contrebande. L'apparition de l'EI dans la ville de Syrte, puis son expansion rapide jusqu'au champ de Mabrouk, à 100 km au sud du littoral, a été l'occasion d'un spectaculaire revirement d'alliance. Les milices de Misrata ont décidé de lutter contre l'EI, tandis que Jadhraan a évalué l'opportunité politique de combattre aux côtés de ses anciens adversaires.

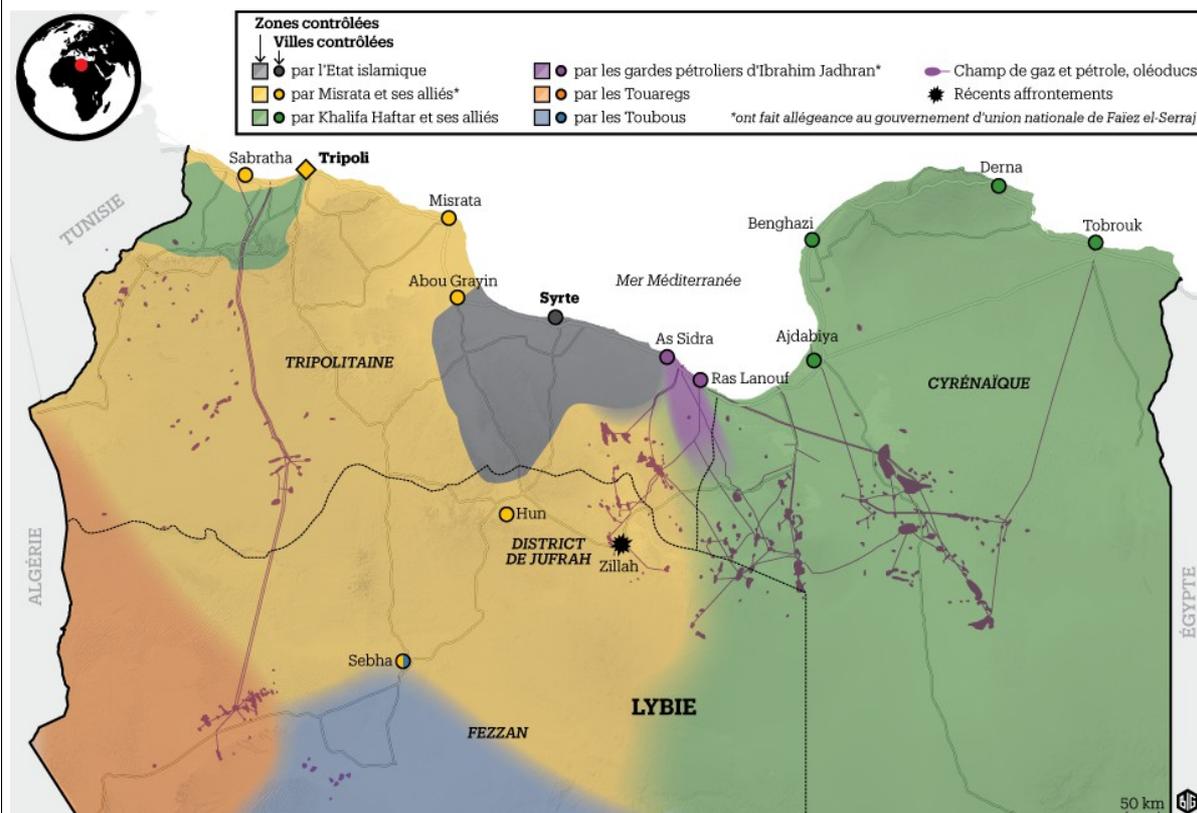
Le sud-est du pays présente également divers intérêts stratégiques. Le contrôle des revenus liés à la protection des installations pétrolières autour des champs de Sharara et de Fil a donné lieu, dès 2013, à de constantes frictions entre les Touaregs et les milices de Zintan. Le fief de ces dernières se situe autour de la Great Man Made River qui coule à travers les montagnes du Jebel Nafusa, parallèlement au pipeline reliant les champs pétroliers du sud-ouest à la capitale. Elles ont à plusieurs reprises menacé d'assécher le littoral, sans mettre à ce jour leur menace à exécution. Enfin, la concurrence entre réseaux de trafiquants toubous et Abu Suleiman<sup>44</sup>, empruntant le corridor saharien à destination du Niger a, dès 2012, dégénéré en affrontements armés dans la capitale du Fezzan, Sebha.

Le chaos libyen suscite donc une véritable lutte pour les revenus économiques, issus du pétrole ou des trafics, et le pouvoir politique. A l'heure actuelle, la Libye peut difficilement être considérée comme un État. Le projet d'une réunification nécessitera forte implication de la communauté internationale mais n'est pas assuré de succès. Cette situation est très certainement la principale menace qui pèse sur la zone sahélo-saharienne.

---

44- Tribu arabe.

### 333 - La menace djihadiste : du GICL à AAS, et demain l'EI ?



**Source : Libération juin 2016**

En juillet 2011, l'assassinat à Benghazi d'Abdul Fattah Youness, chef d'état-major des forces révolutionnaires libyennes, a constitué le premier acte de vengeance contre les militaires de l'ancien régime qui avaient, dans les années 1990, réprimé des cellules affiliées au Groupe islamique combattant libyen (GICL) dans le Jebel Akhdar.

En 2012, la destruction d'un mausolée dans la capitale signalait l'arrivée d'idées salafistes en Tripolitaine. À la mi-2012, Ansar Al-Sharia (AAS) officialisa sa présence par une parade de près de 200 véhicules à Benghazi, avant de s'implanter plus à l'est dans le port de Derna. Le label Ansar Al-Sharia<sup>45</sup>, émanation d'Al-Qaïda, était apparu en Tunisie en avril 2011. Dès son apparition officielle, AAS a été tiraillé entre l'idée d'obtenir une certaine respectabilité et la volonté de s'afficher comme l'étendard libyen du djihad mondial. En 2014, AAS avait perdu du terrain face au discours de l'EI et à ses succès au Moyen-Orient. En septembre, la mort du leader du

45- Traduction arabe de *Partisans de la charia*.

groupe tué dans des circonstances obscures, marque la défaite d'AAS. Un lieutenant d'Al-Baghdadi, Abu Nabil Al-Anbari, est alors envoyé sur place pour diriger les combattants de Derna qui ont, fin 2014, annoncé leur allégeance.

En janvier 2015, l'EI revendique sa première action en Libye après l'attaque de l'hôtel Corinthia de Tripoli. En février, l'organisation rend public un film montrant l'exécution de 21 Coptes égyptiens. En mars, elle édifie des barrages pour contrôler l'entrée de la ville de Syrte, puis mène des raids plus au sud et à l'ouest contre des infrastructures pétrolières et des positions de la coalition Aube. L'organisation a des visées régionales, comme en témoigne l'attaque du musée du Bardo de Tunis le 18 mars 2015. Elle compterait entre 1000 et 3000 combattants, selon un rapport du département d'État américain.

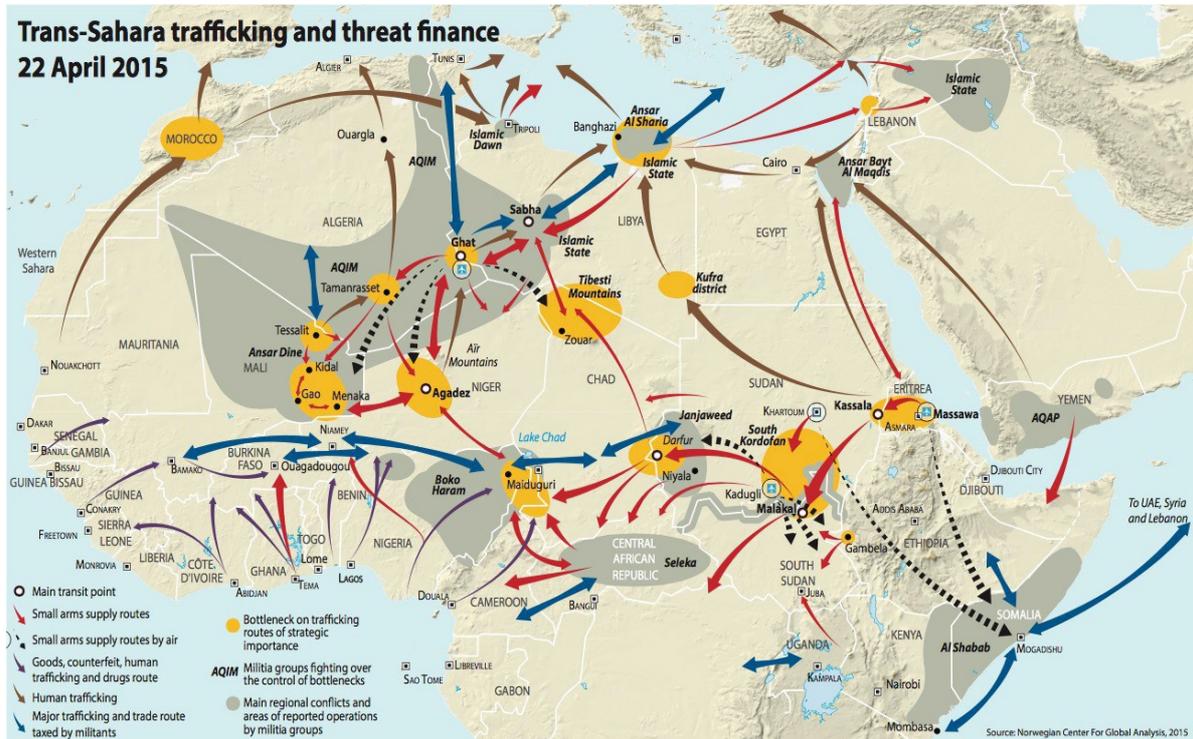
Dans le Sahara libyen, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et Al-Mourabitoune, résistent à la poussée de l'EI. Les deux organisations bénéficient d'une légitimité historique tirée de leur participation aux conflits affectant la région depuis près de 20 ans. Mokhtar Belmokhtar a profité de la révolution libyenne pour s'implanter dans le sud du pays, en ralliant à sa cause certaines brigades locales, notamment la brigade 315 de Sheikh Ahmed Omar Al-Ansari, puis en organisant l'attaque de la raffinerie d'In Amenas en janvier 2013. Actuellement sous pression du fait de l'opération Barkhane, les djihadistes sahariens participent aux combats dans la région d'Ubari, dans le sud-est de la Libye, sous le nom d'Ansar Al-Haq<sup>46</sup>.

La rivalité entre milices et groupes terroristes est source de conflits et perdurera tant que le gouvernement ne sera pas en mesure d'assurer son autorité. Ces divisions doivent être exploitées rapidement, car en cas d'union des extrémistes une intervention internationale sera non seulement inévitable mais aussi bien plus coûteuse sur les plans humains et économique. La dispersion des éléments de l'EI, défait à Syrte, et la pénétration d'Al-Mourabitoune, sont les manifestations d'une redistribution des cartes du jihad sahélien.

---

46- Traduction française : Partisans du droit.

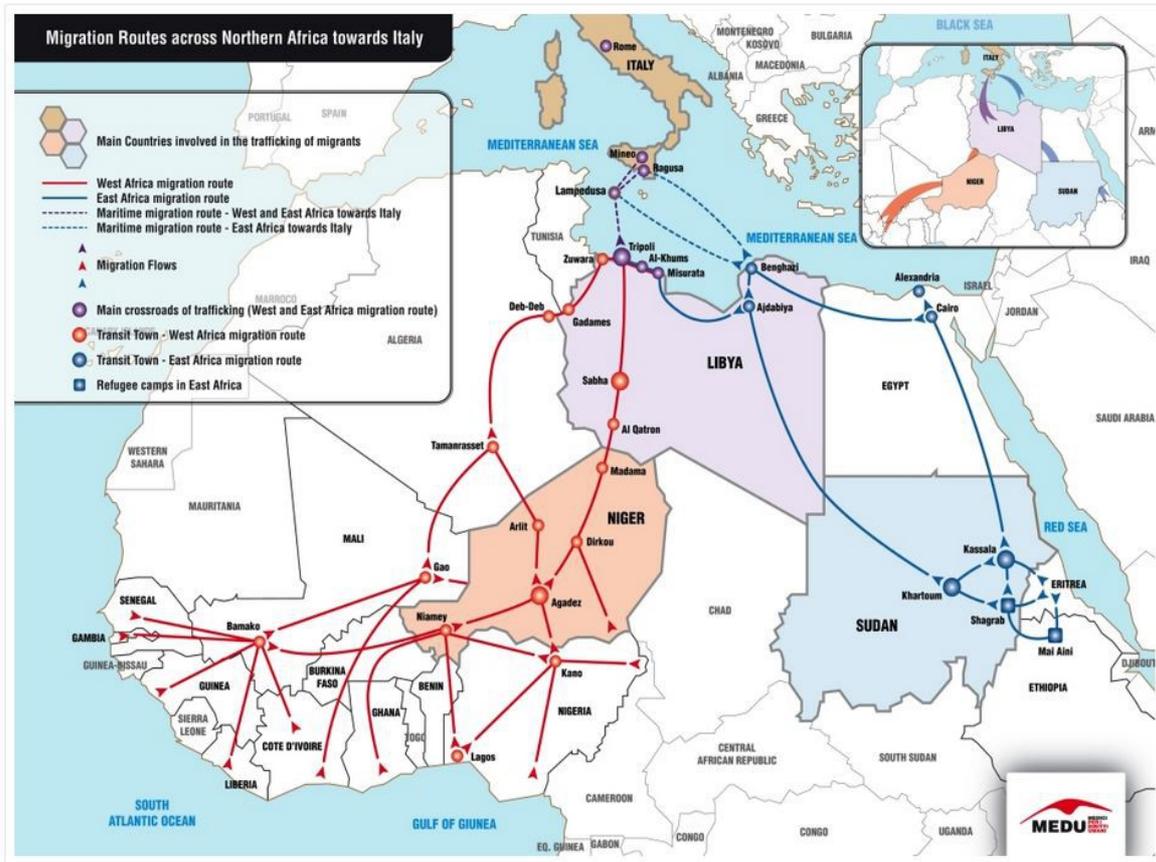
### 334 - L'explosion des trafics :



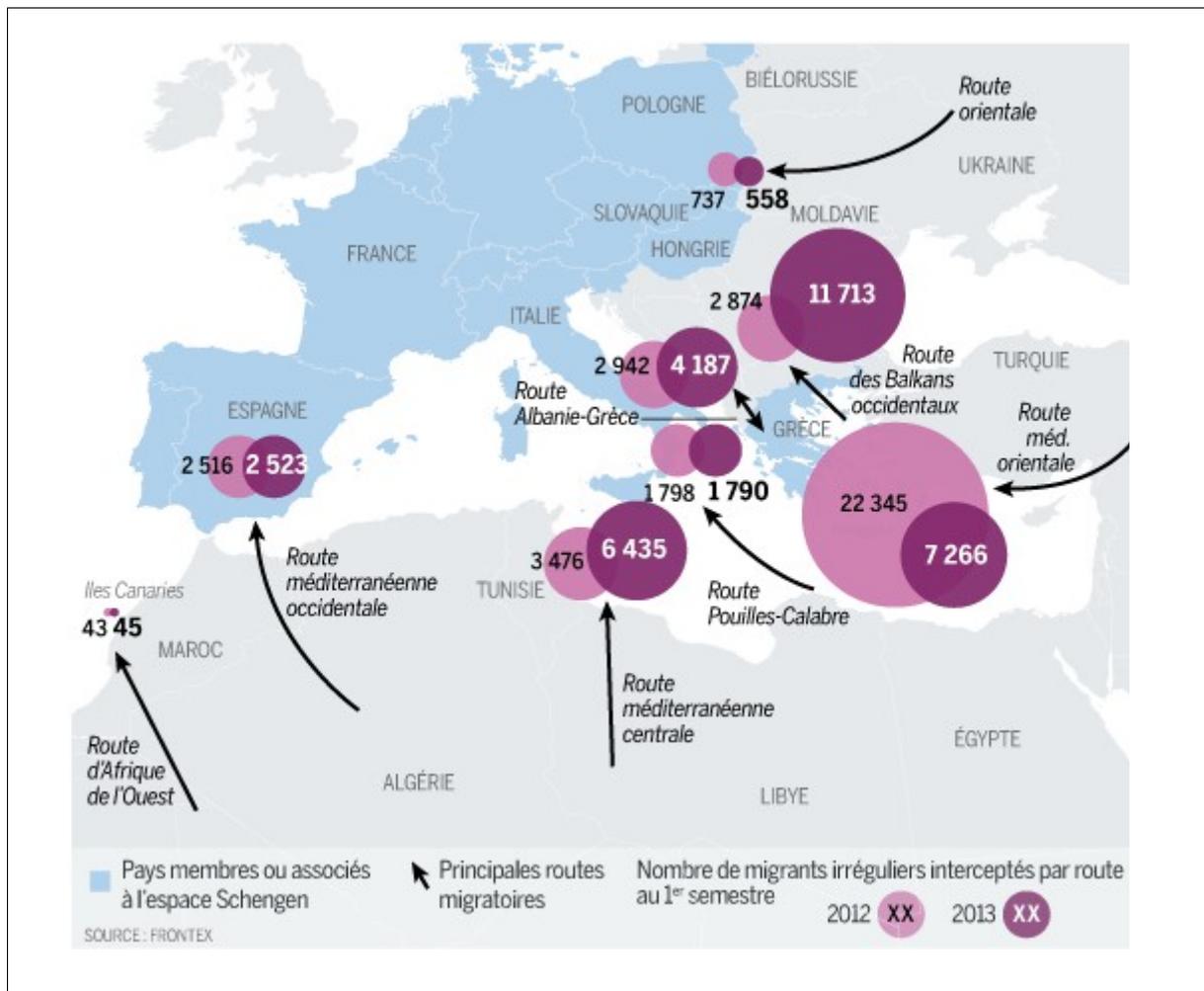
**Source : Norwegian center for global analysis**

Le couloir de communication entre Méditerranée et Sahel *via* le sud libyen est une route commerciale séculaire qui assure la prospérité du Fezzan depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Les clans affiliés se partagent les itinéraires à travers les frontières. Dans les années 1970, le commerce de pétrole et de biens subventionnés d'Algérie et de Libye a remplacé les négoce traditionnels. Dans les années 1990, le trafic d'armes, de drogue et de cigarettes a explosé. Les routes sahariennes de stupéfiants ont d'abord concerné le haschisch en provenance des plateaux marocains *via* la Mauritanie. À compter de 2005, les réseaux d'Afrique de l'Ouest se sont développés avec la collaboration des cartels pour le transport de cocaïne, puis pour l'héroïne afghane. La détérioration de la situation malienne a permis aux transporteurs touaregs et arabes d'utiliser les itinéraires ancestraux depuis le Nord-Mali à travers le Niger et le Tchad.

– **Les migrants :**



Source : Le Monde, avril 2014



Pour entrer en Libye, la route de l'est est constituée d'un faisceau d'itinéraires en provenance d'Érythrée et de Somalie, à travers l'Éthiopie et le Soudan. En 2013, cette voie était la plus empruntée par les migrants illégaux, à hauteur de près de 10000 personnes par mois, acheminées par des réseaux de passeurs toubous depuis les camps de réfugiés du nord du Soudan. Ce voyage prend une dizaine de jours à travers le désert jusqu'à la frontière, puis les individus rejoignent la côte de Cyrénaïque en évitant la ville de Koufra, théâtre d'affrontements entre Toubous et la tribu arabe des Zwai.

À la différence des migrants qui traversent la Corne de l'Afrique, la première partie du trajet des ressortissants de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est relativement aisée, cette organisation garantissant depuis 1975 la libre circulation des citoyens des 15 États d'Afrique de l'Ouest. Les migrants s'entassent dans des embarcations de fortune dans les ports de Zawiya,

Tripoli et Misrata. Ils sont abandonnés en mer, à proximité des eaux territoriales européennes, pour bénéficier de l'obligation de secours maritime. En 2015, ces tentatives auraient fait plus de 3000 victimes.

– **Perspectives :**

En dépit d'un coût humain sans cesse plus lourd et de la présence désormais avérée d'une organisation terroriste transnationale, la classe politique européenne reste particulièrement divisée. La question de l'extension des opérations militaires sous mandant des Nations Unies a été soulevée, notamment par le gouvernement italien, sans susciter un grand enthousiasme. Elle viendrait compléter l'opération Barkhane, qui a déployé près de 3000 hommes en partenariat avec les pays du G5.

Les menaces représentées par le chaos libyen - djihadisme, trafics, migration - ont donc bien une dimension régionale et appellent des réponses coordonnées. Une intervention au sol doit être pesée à l'aune des expériences irakienne et afghane, à défaut d'une stratégie aboutie, elle produira des effets désastreux.

### **Conclusion : peut-on envisager des solutions ?**

Le poids de l'histoire et les phénomènes ethniques ne peuvent à eux seuls expliquer l'instabilité régnant au Sahel. La fragilité de cette région résulte d'une multitude de facteurs politiques et économiques, auxquels viennent s'ajouter le jeu des pouvoirs locaux et des puissances extérieures. Dans cet échiquier, les populations ont été oubliées.

Dans son essai *One tribe at a time*, le commandant (major) Jim GRANT, ancien membre des forces spéciales américaines, tire les leçons de l'échec américain en Afghanistan. Il recommande la mise en place d'une Tribal Engagement Strategy, de Tribal Engagement Teams et d'une Tribal Security Force<sup>47</sup>. Il préconise la création d'équipes locales, provinciales et nationales s'appuyant pleinement sur les tribus. Il faut pour cela commencer par installer des officiers dans les zones les plus stables et leur apprendre les rudiments des cultures locales<sup>48</sup>. Il est également convaincu, comme le préconisait le maréchal Lyautey, que tout succès en zone tribale et reculée, suppose de « s'inscrire dans la durée au cœur des populations ».

L'instabilité actuelle en zone sahélo-saharienne résulte de l'incapacité des gouvernements nés de l'indépendance de saisir la chance qui leur était offerte d'associer les différents groupes ethniques à l'exercice du pouvoir, en prenant en compte leur besoin de stabilité politique et économique, et leur attachement à leur culture. Au contraire, les divisions ont souvent été encouragées par les autorités, allant jusqu'à permettre l'installation de terroristes par faiblesse ou par connivence. Des solutions restent possibles si l'on change radicalement la manière d'approcher ces populations. A défaut, toutes les ressources financières et matérielles, militaires ou économiques, déversées dans cette zone ne produiront qu'un effet limité. Une note d'espoir demeure, le continent africain affiche une croissance moyenne supérieure à 5% et est sorti du surendettement.

---

47- Stratégie d'engagement tribal, Équipes d'engagement tribal, Force de sécurité tribale.

48- Cette approche évoque la stratégie de la tache d'huile, théorisée par le général Théophile PENNEQUIN.

## Références bibliographiques

### Livres :

- Laurence Aïda AMMOUR, Bérangère ROUPPET, *Sahel, éclairer le passé pour mieux dessiner l'avenir*, GRIP, 2013
- Paul ANSELIN, *La France et les Touaregs, de la colonisation à la 3ème guerre mondiale*, TEMPORIS, 10 septembre 2015
- Marc ADOUX PAPÉ, *Les conflits identitaires en Afrique francophone*, L'Harmattan, 2011
- Amadou BOUREIMA et Dambo LAWALI, *Sahel, entre crises et espoirs*, L'Harmattan, 2014
- Pascal CHAIGNEAU, Pierre PASCALLON, *Conflictualités et politiques de sécurité et de défense en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2012
- Pascal CHAIGNEAU, Ludovic FRANÇOIS, Marc CHESNEY, *Blanchiment et financement du terrorisme*, Ellipses, 2004
- Serge DANIEL, *Les mafias du Mali : Trafics et terrorisme au Sahel*, Broché, 10 avril 2014
- Jacques FRÉMEAUX, Philippe ÉVANNO, *Menaces en Afrique du Nord et au Sahel et Sécurité Globale de l'Europe*, Actes de Colloque, Broché, 18 juin 2013
- Michel GALY, *La guerre au Mali*, Broché, 6 juin 2013
- Jim GRANT (major USSF), *One Tribe at a Time: The Paper that Changed the War in Afghanistan*, Broché, 25 mars 2014
- Mathieu GUIDÈRE, *Terreur : La nouvelle ère*, Broché, 6 mai 2015
- Olivier HANNE, Guillaume LARABI, *Djihad au Sahel*, Étude (broché), 3 septembre 2015
- Philippe HUGON, *Géopolitique de l'Afrique*, Étude (broché), le 13 avril 2016
- Olivier KEMPF, *Géopolitique de la France : entre déclin et renaissance*, Essai (broché), 1<sup>er</sup> décembre 2012
- Gilles KEPEL, *Jihad*, Broché, 6 mars 2003
- Philippe MARCHESIN, *Tribus, ethnies et pouvoir en Mauritanie*, Étude (broché), 2010

- Philippe RICHER, *L'Afrique des Chinois*, KARTHALA, 21 décembre 2012
- Abou Moussab AL SOURI, *Appel à la résistance islamique globale*, 2005, Internet

### **Travaux de recherche :**

- Pierre-Marie FAIVRE, *Le traitement des questions de sécurité dans la région sahélo-saharienne*, thèse de doctorat sous la direction de Pascal CHAIGNEAU, École doctorale de sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion, présentée le 06 janvier 2015

*Centre de documentation de l'école militaire, 355 033 066 FA*

### **Articles/Revue :**

- Thalia BAYLE, *Les enjeux de la question touarègue au Sahel*, entretien avec Hélène CLAUDOT-HAWAD, *Mon Afrique*, 4 juillet 2016
- Ali BENSAAD, *Dans les marges du monde, des tribus sahariennes mondialisées. Réseaux commerciaux, réseaux tribaux et connexions politiques mondialisées depuis l'ouest saharien*, Dossier Sahara en mouvement, *L'Année du Maghreb*, VII, 2011, pp. 231-249
- André BOURGEOT, *Le Sahel dans le désordre mondialisé*, *Recherches Internationales*, octobre-décembre 2013
- Pascal CHAIGNEAU, *Enjeux diplomatiques et stratégiques*, Édition 2014, Étude (broché)
- Hocine CHOUGUI, *La composition ethnique des tribus libyennes*, *ISM*, 1er mars 2012
- Gérard-François DUMONT, *La géopolitique des populations du Sahel*, *La revue géopolitique*, 7 avril 2010
- Archibald GALLET, *Les enjeux du chaos libyen*, *Politique étrangère*, 2/2015 (Été), p. 99-111
- Cédric JOURDE, *Décoder les multiples niveaux d'insécurité dans le Sahel : le cas mauritanien*, *Bulletin de la sécurité africaine* N°15, 6 septembre 2011
- Bruno LECOQUIERRE, *Le Sahara, un désert mondialisé*, *Documentation photographique*, Les dossiers N°8106, juillet-août 2015, La documentation française

- Hubert M. G. OUEDRAOGO, *Décentralisation et pouvoirs traditionnels : le paradoxe des légitimités locales*, Mondes en développement, 1/2006 (n° 133), p. 9-29
- Mériadec RAFFRAY, *Les rébellions touareg au Sahel*, Ministère de la Défense, Centre de doctrine d'emploi des forces, Division recherche et retour d'expérience, janvier 2013
- Bérangère ROUPPERT, *La gestion des espaces frontaliers au Sahel*, GRIP, 29 décembre 2014
- *Le sahel en crises*, Questions internationales n°58, novembre-décembre 2012\*